

PARABELLUM

Force étudiante critique
Février - Mars 2012



ÉDITORIAL

La hausse des frais est injuste. Elle éloignera encore davantage de l'université les moins nantis-es d'entre nous. Celles et ceux qui vivent déjà un stress financier important verront leur situation s'empirer. On tentera de nous faire croire qu'il s'agit seulement de fixer un montant raisonnable pour les frais de scolarité qui se rapproche de la moyenne canadienne, mais nous savons que tout ça n'est que bavardage intéressé. Ce qui importe, lorsque l'État fixe le coût de l'université, c'est le rapport de force qui oppose les étudiantes et étudiants au gouvernement. Aucune autre logique ne parvient à expliquer qu'au Royaume-Uni, par exemple, on vient de doubler les frais, qui peuvent maintenant atteindre plus de 14 000 \$ par année, pendant qu'au Mexique, dans la principale université publique du pays, une des meilleures du monde hispanophone, c'est la gratuité scolaire. Ce rapport de force, qui permet ici à une classe dominante de privilégier ses propres intérêts, peut être renversé. La grève est un pas dans cette direction. Elle empêchera le gouvernement de précariser davantage la population étudiante et les banques de tirer encore plus de bénéfices de son endettement.

Malgré tout, une grève étudiante demeure une lutte partielle, ancrée sur un enjeu spécifiquement étudiant. La pollution, la violence sexuelle, le racisme de la division internationale du travail nous blessent encore plus violemment. Même si trop souvent la lutte étudiante ne survole qu'en surface ces enjeux importants, elle offre aussi

l'occasion unique d'apprendre à surmonter, bien que de façon limitée, les mécanismes qui gouvernent la société d'aujourd'hui. Elle s'ajoute à une multitude d'expériences qui ensemble réunissent et développent les éléments nécessaires à un changement d'envergure. Mais si les grèves élargissent nos horizons, elles révèlent aussi tout le travail qu'il nous reste à accomplir.

Rien ne nous assure que la grève nous défendra efficacement à moyen terme des politiques qui sous-tendent la hausse et de ceux et celles qui en profitent. Tout gain dépend de la volonté de la base étudiante à s'investir sérieusement dans le mouvement afin de briser la paix sociale et à refuser d'être cantonnée à un rôle de figurant par ses porte-parole, spécialistes de la contestation emplis d'ambition et jaloux de leur maigre pouvoir. Lorsque la grève est imminente, le risque de perdre le contrôle sur les décisions incite les leaders à prendre les grands moyens pour ramener l'organisation de la lutte sur les bases réformistes qu'ils et qu'elles maîtrisent. Les organisations nationales généralement en compétition pour se placer comme les représentantes légitimes du mouvement vont même jusqu'à tenter de faire front commun pour assurer leur main mise sur les tenants et aboutissants de la lutte.

Il est vrai que les syndicats et associations étudiantes offrent la possibilité d'organiser un rapport de force durable. Paradoxalement, celui-ci s'effrite au fur et à mesure qu'ils se

distancient de leurs membres. La bureaucratie enfle; les fonctions exécutives se concentrent. Ne bénéficiant plus de la participation active d'un grand nombre, les organisations se rapprochent du pouvoir, des partis politiques. On cherche à être présentable dans les médias, à faire de la publicité, on en vient à privilégier le *Téléjournal* et *La Presse* pour communiquer avec les collègues que l'on croise tous les jours dans les salles de classe et les cafés étudiants. La force du nombre et le dynamisme des initiatives multiples sont anéantis. On confine la majorité à un rôle de spectateur d'une lutte qui la représente ou à celui de pion à l'occasion des parades et actions symboliques organisées. Adopter les stratégies et les règles du jeu de nos adversaires neutralise le mouvement et le fait courir à sa perte.

C'est dans la spécialisation du pouvoir politique que résident les germes de ce glissement. Ici, on ne parle pas seulement des politiciennes et des politiciens de la FECQ-FEUQ qui préconisent la concertation avec l'État. L'encadrement étroit des assemblées et des congrès par des conseils exécutifs, qui servent essentiellement à légitimer les plans élaborés en vase clos, est aussi chose courante à l'ASSÉ et à la CLASSE. L'adoption de principes combattifs et de structures de démocratie directe n'offre aucune garantie de les faire vivre en pratique tant qu'ils ne sont pas réappropriés par une base en lutte: seules des pratiques de lutte autonome au quotidien et une culture militante leurs donnant sens peuvent le permettre. *Suite à la page 2*



Bloc technique

Rédaction:

Guillaume Beauvais
 Dominique Bordeleau
 Jean-Sébastien Crépeau
 Estelle Desjarlais
 Gabrielle Desrosiers
 Nastaran Daniali
 Mathieu Jean
 Pierre-Luc Junet
 Héloïse Lanouette
 Laurie-Ève Laroche
 Vanessa Lécuyer
 Louis-Thomas Leguerrier
 François Rochefort
 Étienne Simard

Révision:

François Bélanger
 Justine Blanco
 Xavier Blais
 Ivan Bricka
 Ariane Bouchard
 Francis Chartrand
 Jean-Christophe Gascon
 Geneviève Guernier
 Fanny Lavigne
 Jeanne Pilote
 Virginie Robert
 Camille Tremblay-Fournier

Graphisme et mise en page:

Laurence Gagnon
 Jean-Christophe Gascon

Photographies

Laurence Gagnon
 David Simard

Premier tirage:

7 000

Éditorial 1

Problème technique 3

Critique féministe de la conception libérale de la démocratie 4

L'effet papillon: ouvre -boîte pour un mouvement hermétique 5

Q-de-Sac: analyse critique de la social-démocratie québécoise 8

PropAGande 11

La poigne de fer 12

Précaires parmi les précaires 13

Mirage médiatique 14

Suite de l'éditorial

Ces pratiques doivent aller à l'encontre de la centralisation du pouvoir qui demeure un risque permanent même dans les organisations à prétention combative. La division de la société en classes se prolonge à l'intérieur même du mouvement.

C'est plus souvent en période de morosité politique que la centralisation prend de la graine. Mais l'éventualité d'une lutte importante est favorable à un renversement de situation. La grève exacerbe les antagonismes de classes, de sexes et de « races » à l'intérieur du mouvement, entraînant un conflit entre la base étudiante mobilisée et son élite dirigeante. Elle favorise l'organisation de groupes et de comités autonomes qui font contrepoids aux exécutifs. Elle insuffle le désir d'émancipation et offre l'espace de réflexion et d'expérimentation autant pour mieux comprendre les rapports de domination que pour mesurer l'étendue des possibilités humaines en termes d'organisation sociale.

Au sein de Force étudiante critique, nous pensons que nous avons, toutes et tous, la responsabilité de lutter pour un réalignement complet de la trajectoire de la société et nous pensons que la grève étudiante est un moment de ce combat. Est-ce que nous agirions différemment si nous voulions nous limiter à défendre l'accessibilité aux études? Non. Autant d'un point de vue révolutionnaire que réformiste, la force du mouvement étudiant est tributaire de la qualité de sa démocratie et de l'intensité de ses actions. Abolir les séparations entre les organisations nationales et les associations membres, entre les exécutifs locaux et les étudiantes et étudiants en grève, est un préalable nécessaire à une grève générale illimitée victorieuse.



PROBLÈME TECHNIQUE

LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LE SECTEUR TECHNIQUE AU CÉGEP

Techniciennes et techniciens, nous sommes méprisé-es; les causes de ce mépris sont multiples et nous allons en exposer quelques-unes. Nos délégué-es étudiants d'abord, si nous pouvons les considérer comme tels, mettent de l'avant un argumentaire centré sur l'université et renforcent sans cesse le préjugé selon lequel les étudiantes et les étudiants en technique ne sont pas concerné-es par la hausse des frais de scolarité. Les administrations transforment nos diplômes en certificats de travail directement délivrés aux employeurs. La classe politique semble même n'avoir aucune considération pour nous puisqu'elle songe à abolir les cégeps, sinon à les transformer en écoles professionnelles. À terme, il s'agit d'une promotion sociale du travail « d'expertise » face au travail pratique, victime d'une sombre indifférence. Oui, nous sommes méprisé-es et c'est à nous de renverser la vapeur.

La représentation des étudiantes et étudiants en techniques collégiales se fait principalement via la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). La FECQ sert de vivier pour sa grande soeur, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui lui dicte son discours et ses pratiques organisationnelles. À l'ASSÉ, l'exécutif national et les comités sont presque exclusivement composés d'universitaires, et ce, bien qu'elles et ils ne comptent officiellement que pour une minorité des membres. Dans aucune de ces organisations nous n'avons notre mot à dire au sujet des stratégies et des revendications qui sont adressées au préuniversitaire. Le discours dominant du mouvement étudiant actuel qui présente la hausse comme un obstacle à l'ascension sociale est méprisant pour les gens qui, comme nous, ont choisi de développer leur savoir pratique. Ce discours ne sert pas à proposer d'alternatives à un système d'éducation reproducteur d'inégalités, mais uniquement à faire de nous une chair à manifestation qui viendrait grossir les rangs d'un mouvement dont nous sommes politiquement exclu-es.

D'un côté, les administrations locales universitaires aux méthodes de gestion lamentables et dictatoriales se lamentent d'un manque de financement alors que, de l'autre, elles orientent leurs investissements dans le puits sans fond de la recherche à des fins commerciales ou dans le béton. Au même moment, les compressions budgétaires dans les cégeps entraînent des coupures dans les

«L'augmentation des actes réservés aux détenteurs et aux détentrices de diplômes universitaires, la spécialisation des techniques et la diminution des compétences qu'elles permettent d'acquérir seront les conséquences, déjà vérifiables, de la logique qui sous-tend la hausse des frais de scolarité.»

services aux étudiantes et étudiants, comme les centres d'aide en français. Les programmes techniques se retrouvent sans le sou et orientés vers des secteurs économiques où les emplois sont nombreux mais précaires, sans compter les béquilles que sont les AEC (attestations d'études collégiales) en cas de pénurie de main-d'œuvre. La formation s'en retrouve amputée d'une bonne part de la théorie, de la réflexion nécessaire à la pérennité du diplôme et à la polyvalence des futur-es travailleuses et travailleurs. Cette logique entretient les privilèges des universitaires en détériorant nos capacités de techniciennes et de techniciens, devenu-es de simples outils d'exécution d'une description de tâches.

Les politiques en matière d'éducation organisent quant à elles la marginalisation, voire la disparition des programmes techniques. On peut facilement prévoir que la hausse sera accompagnée de multiples mesures visant à accentuer la séparation entre les formations universitaires et collégiales, au détriment de ces dernières. L'augmentation des actes réservés aux détentrices et aux détenteurs de diplômes universitaires, la spécialisation des techniques et la diminution des compétences qu'elles permettent d'acquérir seront les conséquences, déjà vérifiables, de la logique qui sous-tend la hausse des frais de scolarité. C'est le cas lorsque l'Ordre des infirmières demande que leurs membres détiennent obligatoirement un baccalauréat pour exercer. Il existe une forte tension dans la profession entre les infirmières et infirmiers d'expérience et ce que tente d'inculquer le baccalauréat aux plus jeunes: démontrer du leadership, viser des postes importants, acquérir plus d'actes, être des chefs d'équipe, etc. Les personnes détenant un baccalauréat apprennent en fait à devenir des boss.

Nous ne sommes pas plus insensibles à cette hausse que les autres, c'est même dans notre intérêt de s'y opposer vu les conséquences qu'elle aura sur la reconnaissance de nos compétences. À quoi bon payer une fortune pour un

diplôme universitaire si une formation large et complète est disponible pour presque rien? Déjà, on voit les ordres professionnels défendre leurs membres en s'entredéchirant pour des privilèges acquis sur le dos de celles et ceux qui, souvent pour des raisons financières, n'ont pu se permettre une formation à plusieurs milliers de dollars. Si la tendance se maintient, il faut s'attendre à une hiérarchisation de plus en plus importante entre les personnes qui pensent et les autres qui exécutent.

En tant que futur-es travailleuses et travailleurs, nous serons la population la plus affectée par une augmentation des frais de scolarité, d'abord pour elle-même, puisque la formation universitaire sert souvent de prérequis à l'amélioration des conditions de travail, mais aussi dans l'éventualité d'une contribution financière et intellectuelle à la formation de nos possibles enfants et de nos proches. En conséquence, les personnes en technique ont intérêt à s'investir massivement dans la grève qui vient, ne serait-ce que pour éviter d'être évacué-es du discours, invisibilisé-es par nos représentantes et nos représentants officiels. Récemment, ces dernières et ces derniers ont repoussé du revers de la main une revendication pour reconnaître l'autonomie financière dès le départ du domicile familial dans le calcul de l'aide financière aux études (AFÉ).

À terme, il s'agit de construire un mouvement étudiant qui défend non pas de strictes positions corporatistes et encore moins des postes pour nos politiciennes et politiciens universitaires en devenir. On va se mobiliser, mais pas au nom d'une solidarité abstraite qui met en place des barrières entre le pratique et le théorique, entre le collégial et l'universitaire. On va y aller pour défendre nos intérêts au nom d'une solidarité inclusive, d'un projet de société où les différentes formes de connaissance rationnelle seront promues et où l'éducation ne servira plus à reproduire les privilèges de certaines et de certains. Pour ça, on va se mobiliser, faire la grève et gagner.



CRITIQUE FÉMINISTE

DE LA CONCEPTION LIBÉRALE DE LA DÉMOCRATIE

Mercredi prochain, 15h30, à l'auditorium. Après une escalade des moyens de pression contre la hausse des frais de scolarité et les coupures dans les cégeps, le gouvernement n'a toujours pas bronché. Plusieurs associations étudiantes sont déjà en grève, allons-nous les rejoindre? C'est à nous de le décider en assemblée générale! Alors que le gouvernement nous demande notre avis aux quatre ans, les assemblées générales des associations étudiantes permettent à tous les membres de s'exprimer, de débattre et de prendre part aux décisions sur des projets politiques comme la grève générale illimitée. Tout le monde peut prendre la parole et faire une proposition, modifier celle d'une autre personne et, bien sûr, voter. Viens participer à la démocratie étudiante!

Il est vrai que les assemblées générales sont un véritable exercice de démocratie directe, bien plus que n'importe quel référendum, qui ne permet pas de débattre des idées ou de modifier une proposition. Malheureusement, l'exercice démocratique en milieu étudiant se limite généralement à se prononcer pour ou contre un enjeu ou une action décidée au préalable. Aucune forme de participation politique de l'ensemble de la population étudiante n'est nécessaire ni même parfois désirée... Malgré cela, les assemblées générales peuvent souvent être le théâtre de dynamiques très particulières auxquelles il est important de porter attention. Si chaque assemblée générale est unique, toutes sont similaires sur un point: on ne parle jamais de l'ambiance, des rires ou des tensions qui les caractérisent. On remarque peu quels sont les visages qu'on voit souvent au micro et encore moins ceux qui n'y vont pas. Il n'est jamais question de la gêne et du stress ressentis par de nombreuses personnes dans la salle. On ne garde pas longtemps en mémoire les aspects informels d'une assemblée générale et rien de cela ne s'inscrit dans les archives. Il serait impossible de mettre une statistique sur les conséquences qu'aura un discours emporté ou encore de mesurer l'impact d'une intervention interrompue, ridiculisée par une insulte lancée de la salle. Or, ces petits et grands événements ont leur influence sur les décisions qui sont prises par l'assemblée. Mais comment consigner par écrit les effets d'une intervention charismatique? C'est probablement impossible de le faire avec justesse. Et, en même temps, ce n'est pas tout le monde qui a la même facilité à s'exprimer en public. Pourtant, chaque personne a des idées et une opinion qui valent la peine d'être entendues...

Outre les habiletés de communication de certains individus, d'autres facteurs peuvent influencer le déroulement d'une assemblée générale. Par exemple, l'utilisation d'un code de procédures a pour but de maintenir un certain ordre dans l'assemblée. Mais ces procédures peuvent être utilisées à l'avantage de celles et ceux qui les maîtrisent bien pour couper court aux discussions ou pour orienter

les décisions en faveur de leurs propres préférences. On peut aussi penser au fait que, autant on se sent *backé-es*, parce qu'on est plusieurs à défendre notre point quand on se présente en assemblée générale en gang, autant il peut être gênant de lever sa main pour défendre une opinion dissidente ou pour voter à l'opposé de la majorité.

La question de l'information et de la transparence mérite aussi d'être soulevée pour s'assurer du caractère démocratique de l'assemblée. Est-ce que tout le monde dans la salle a accès aux mêmes renseignements cruciaux sur la situation débattue ou est au fait de la stratégie politique derrière une proposition? Est-ce que c'est vraiment tout le monde qui a les outils pour prendre une décision éclairée? Les personnes qui s'impliquent activement dans la lutte, qui ont un large réseau social de militantes et militants, qui occupent des postes élus ont accès à des informations privilégiées qui leur permettent d'élaborer les meilleurs plans — à leurs yeux du moins. En ce sens, ce qui fait la différence entre une clique qui a du pouvoir sur une lutte et un mouvement étudiant qui prend des décisions d'assemblées générales démocratiques, c'est la diffusion ou la dissimulation de ces informations. C'est ainsi qu'une masse de gens plus ou moins ignorants entérine des décisions déjà prises par le haut. alors qu'une base militante mobilisée, renseignée et impliquée prend une part active au processus démocratique.

Ainsi, en regard de ce qui vient d'être dit, les décisions d'assemblées générales ne sont pas infaillibles et, par conséquent, ne devraient pas être considérées comme intouchables. Après avoir discuté, réfléchi, eu accès à des informations inédites ou s'être organisé, bref, après avoir développé une opinion mieux éclairée, il est parfois nécessaire de revenir sur nos décisions sans pour autant que cela n'invalide le processus par lequel elles ont été prises.

La présence d'un tel moment d'autocorrection est essentielle à toute politique voulant échapper au durcissement dogmatique de son contenu. Refuser systématiquement de rediscuter d'une prise de position ou de reprendre une réflexion dans une assemblée générale ultérieure, c'est placer l'AG au-dessus de nous au lieu de se voir comme en faisant partie. Justement, les critiques des décisions antérieures peuvent affiner les réflexions en vue d'apporter de nouveaux éléments au débat et des propositions aux AG subséquentes.

Une saine démocratie, ouverte et inclusive, demande qu'il y ait des espaces pour formuler des critiques. Les caucus non mixtes sont des exemples d'espaces informels de réflexion autonome et de discussion à l'intérieur d'une instance. Parfois basés sur les catégories de sexe, parfois sur le genre, ces caucus peuvent être transposés sur les oppressions spécifiques vécues au sein d'un milieu, comme « cégepien-nes » et « universitaires » dans le cadre du mouvement étudiant. Leur composition restreinte permet à certaines personnes de s'exprimer, de poser des questions plus facilement, de mieux prendre conscience des spécificités des conditions de vie. Il peut en ressortir des critiques, des propositions, la formulation de certains malaises. C'est une pratique dynamique et pertinente lorsque que prise au sérieux puisqu'elle

«S'il fallait qu'on se sente mal d'exprimer des opinions impopulaires, il n'y aurait jamais rien qui changerait.»

est complémentaire aux espaces de prise de décision qui fonctionnent uniquement par propositions et où les seuls échanges permis constituent les débats officiels. Toutefois, il existe un danger à ce que les critiques ne soient tolérées qu'au cours de ce mode de délibération à moins grand déploiement.

La critique des lieux de pouvoir est un acte féministe visant une plus grande démocratie et une plus grande égalité dans le mouvement étudiant. Les féministes et les personnes en faveur d'une démocratie radicale sont par définition dans une position critique par rapport à la culture dominante, même dans la lutte étudiante. Une critique juste ne vise pas une division des forces, mais un raffermissement des positions par un débat réellement démocratique, et un redressement de celles-ci par sa pertinence. Le mouvement gagnerait à faire fructifier ce type de dialogue plutôt que de le réprimer. Il n'en ressortirait que plus fort, puisque s'il fallait qu'on se sente mal d'exprimer des opinions impopulaires, il n'y aurait jamais rien qui changerait.

En coulisse...

En dehors des débats démocratiques, chaque grand évènement politique renferme une bonne dose de discussions semi-privées et de tactiques à demi (ou entièrement) voilées. Lors des préparatifs de la manifestation conjointe ASSÉ, FECQ-FEUQ et TaCEQ du 10 novembre 2011, visiblement, certains éléments clés de la stratégie politique de membres de l'élite politique avaient été dissimulés à la base étudiante, comme en fait état l'extrait suivant tiré d'une discussion ayant eu lieu sur un réseau social virtuel¹.

-Sam : Pour que « l'étudiant moyen » affirme que les fédérations étudiante ont des intérêts divergents des nôtres, faudrait qu'il commence par savoir qu'il est membre d'une asso locale, ensuite qu'il a un syndicat national, et finalement qu'il y en a plus d'un...

-Math : Ben j'suis un étudiant « moyen » pi je le pense (que l'union avec les fédérations ce n'est pas une bonne idée). J'le pensais avant l'existence de force étudiante critique pi n'importe qui qui connaît un peu les agissement des fédérations et qui est pour le syndicalisme de combat, contre le lobyisme, le carriérisme et le corporatisme crasse peut avoir un discours semblable. C'est juste qu'en ce moment c'est un débat qu'on évite. Normal que « l'étudiant moyen » n'a aucune opinion dessus.

-Tom : Mais plus globalement, j'ai quelques questions aux gens qui sont contre la manif du 10 novembre: Est-ce que vous vous êtes demandé, ne serait-ce qu'une fois, quel était l'objectif exact de cette manif dans notre plan d'action ? À quoi elle sert cette manif ? Tsé c'est pas parce que je crois à l'action directe et radicale qu'on doit utiliser que ce moyen d'action. À chaque situation son type d'action.

Alors pour vous, c'est quoi l'objectif de cette manif ? Parce que pour moi, ce n'est pas du tout l'union du mouvement étudiant. On s'en criss éperdument de l'union du mouvement étudiant. Par contre, cette manif nous apporte bien d'autres choses. Elle nous permet de travailler avec des associations étudiantes avec lesquelles nous ne sommes pas habitué-e-s de le faire. Elle nous permet d'obtenir de nouveaux exemples, encore plus actuels, de la mauvaise foi de la FEUQ entre autres (aucune volonté de signer l'entente...). Au final, l'ASSÉ finit par être les good guys. Et on peut parler avec de nouvelles organisations et mettre de l'avant notre discours... Si vous arrêtez de voir l'union comme seule finalité de cette manif, vous vous rendriez peut-être compte qu'au contraire, c'est la meilleure méthode de construire un véritable pôle de syndicalisme de combat pour l'hiver, lorsque la lutte va véritablement commencer. Tsé des manifs communes, il n'y en aura plus en janvier/février... Un peu d'analyse et de stratégie politique, ça fait pas de mal parfois...

Cette discussion fait surgir plusieurs questions. Es-tu membre du groupe Facebook où a eu lieu cet échange, avais-tu lu ce fil de discussion ?

Est-ce que ce genre de débat sur l'union du mouvement étudiant a eu lieu pendant ton AG ? Étais-tu au courant de la stratégie présentée dans cet échange avant de te prononcer sur la question dans ton AG ? As-tu voté en croyant à une union réelle avec les fédérations étudiantes ? Est-ce que tu sentais que les décisions de l'assemblée semblaient prises d'avance, ou prises pour acquises ?

¹ Les noms des personnes impliquées ont été remplacés par des noms fictifs.

L'EFFET PAPILLON: OUVRE-BOÎTE POUR UN MOUVEMENT HERMÉTIQUE

Plusieurs d'entre nous, étudiantes et étudiants, qui ne passons pas tous nos temps libres dans les locaux d'association, sommes aux prises avec des exécutifs menteurs, de droite, carriéristes, réformistes ou encore se disant radicaux et se persuadant eux-mêmes, pour oublier qu'ils font du surplace, que le problème c'est la « masse » étudiante pas assez consciente. Dans un contexte de grève générale illimitée, nous ne pouvons laisser la lutte à venir entre les mains de bureaucrates ou de super militantes et militants autoproclamé-es. Peu importe le degré d'hostilité de l'environnement associatif, la clé réside dans l'organisation de toutes et tous afin de démocratiser la mobilisation locale. Dans certaines situations, il est difficile, voire impossible, de s'impliquer dans les structures déjà existantes, qui sont contraignantes, fermées ou trop manipulées par des cliques. Vraisemblablement, nous ne sommes pas isolé-es dans cette situation : de l'Université de Montréal au collège d'Alma en passant par l'UQÀM et le cégep du Vieux-Montréal, l'auto-organisation a sa raison d'être.

Les minorités

Les associations étudiantes sont depuis longtemps plongées tête baissée dans une logique de rentabilité décisionnelle, mal camouflée derrière une démocratie de façade. Le débat, la critique et les nouveaux points de vue sont mis de côté au profit de décisions prises en vase clos puis validées hâtivement en assemblée générale. Leur caractère sain, légitime et nécessaire est ignoré. L'urgence sert de prétexte pour couper court aux discussions afin de neutraliser des positions qui détonneraient avec celles des leaders. Quand, après coup, des voix s'élèvent pour remettre en question des décisions d'AG ou de congrès, des exécutifs

brandissent la démocratie pour justifier des résultats obtenus grâce à un travail en amont d'abord, et de muselage procédural ensuite. Jusqu'à quel point une critique portée par une minorité vaut-elle moins qu'une décision dite démocratique, prise après peu ou pas de débats ?

Heureusement, si l'information et les discussions stratégiques ne circulent que dans les hautes sphères du mouvement, le contrôle total de la « masse » par un nombre restreint de bureaucrates n'est pas pour autant inévitable. De droite comme de gauche, des individus agissant seuls ou en groupe critiquent les décisions prises par les associations, des « minorités » contre la majorité. C'est souvent dans un vide démocratique, face à l'inaction des exécutifs mis devant une situation qui commande une intervention, que ces groupes prennent leur essor. Bien que minoritaires, ils s'organisent afin de mobiliser les étudiantes et étudiants sur un ou plusieurs enjeux en fonction des structures locales. C'est le cas de groupes autonomes tels que la Ligue des non-aligné-es (UQO, 2004), le Comité autonome pour l'accessibilité aux études (UQAC, 2011), Libertad (CVM, 2005), l'Association syndicale étudiante (UQÀM, 2002) ou le Réseau des Universitaires en Sciences et Humanité (RUSH, UdM, 2009).

Percée stratégique

Vous entrez dans un local associatif, plusieurs personnes jasant, rigolant, débattent à propos des derniers enjeux qui touchent l'asso. Des potins interpersonnels, des jokes un peu *inside* fusent. On remarque votre présence, on essaie de vous dire bonjour et de répondre à vos questions, mais faire le pas de vous asseoir, d'intervenir

dans les discussions vous prendra beaucoup de courage parce que vous vous sentirez un peu exclu-e par votre manque de connaissances techniques et votre ignorance des dynamiques interpersonnelles existant dans ce groupe. Sans compter qu'il est aussi possible que malgré votre motivation le groupe en place vous flushe purement et simplement.

Se frayer une place dans un groupe est rarement facile, alors imaginez si vos idées détonnent ! Pour qu'une structure fonctionne il faut une certaine homogénéité dans la conception qu'ont ses éléments de leur rôle. Remettre les idées d'un groupe en question c'est un peu remettre sa structure en question. Cette imperméabilité aux nouvelles idées, qu'elles viennent de l'extérieur ou de l'intérieur, est donc une protection des dynamiques — bonnes ou mauvaises — inhérentes à une structure bureaucratique. Si elle a pour conséquence de réduire la mobilité du groupe, elle lui confère aussi stabilité et longévité — des signes que l'on considère volontiers comme un succès en soi. Sauf que l'immobilisme est tout sauf un succès parce que votre exécutif bureaucrate crée de moins en moins. L'organisation autonome, qui regroupe des individus mobiles, libres et créatifs, est un challenge pour cette structure. En générant des idées nouvelles sur lesquelles elle est en mesure d'agir, elle montre l'homogénéité de la production et de l'action — ou plutôt de l'inaction — d'une bureaucratie. En fonctionnant avec une structure souple, elle se fait la révélatrice de la cristallisation artificielle des rôles dans la structure rigide. En ce sens, le rôle de l'organisation autonome est de forcer le mouvement rendu statique à retourner dans la dynamique du dialogue.

Suite à la page 6

À nous de prendre la place qui nous revient

Une militante bien intentionnée, mais peu expérimentée s'est présentée sur la délégation de son association il y a quelques mois, pour apprendre comment ça fonctionne, un congrès national d'associations étudiantes. Pendant les deux journées qu'ont duré le congrès, elle n'a pas pris la parole publiquement et ne s'est pas trop fait entendre par les gens de sa propre délégation. Par bouts, elle faisait même des lectures pour ses travaux. Au retour de cette fin de semaine, des personnes plus expérimentées de sa délégation ont fait connaître haut et fort leur mécontentement face au rôle effacé de la militante en question. On lui a laissé entendre qu'il valait peut-être mieux qu'elle ne siège pas au prochain congrès.

Cette étudiante s'est sentie attaquée sur la base de ses silences, de son inconfort à émettre une opinion encore en gestation et de plusieurs aspects complexes qui lui ont échappé lors des débats. Heureusement, elle n'a pas plié bagage hors du milieu politique étudiant. Elle s'est plutôt confiée à des camarades de classe qui étaient d'accord sur le fait que les propos sévères à son encontre dénotaient un caractère discriminant à l'égard des « nouvelles et nouveaux ». Une réunion informelle d'une dizaine de personnes au profil pas très militant, faisant ce même constat, s'est tenue avant son assemblée générale départementale suivant le congrès. Plusieurs sujets, tels que les rapports de domination entre militantes et militants (basés sur l'expérience, le genre ou la volubilité) et les sentiments d'intimidation qui en découlent, ont été abordés, révélant ainsi une réalité commune, vécue par plusieurs étudiantes et étudiants. Ce petit groupe de « pas-super-militantes-et-militants » s'est même doté d'une stratégie d'action : insérer au début de l'ordre du jour de leur prochaine AG une plénière de 10 minutes sur les thèmes abordés en réunion.

Et ça a marché. Soutenue par plusieurs camarades, l'étudiante a fait une intervention ressemblant à un cri du coeur pour toutes ces personnes qui ne parlent pas tant mais n'en réfléchissent pas moins. Plusieurs sont intervenu-es, plusieurs ont reconnu l'existence d'une division involontaire entre les étudiantes et étudiants, basée sur la perception du degré d'engagement de chacune et chacun dans le mouvement. Un comité a été formé à la suite d'une proposition formelle. Voilà une dizaine de personnes qui viennent d'expérimenter les balbutiements de l'auto-organisation subséquente à un sentiment d'exclusion. Il est donc possible de s'organiser autrement et en opposition avec toutes les gangs en place. Ça permet nécessairement de travailler à construire son propre discours, d'apprendre à faire face à l'adversité, à user de stratégie et ainsi de transformer qualitativement la lutte.

Structures contraignantes, structures prenables

Au sein des groupes autonomes, les participantes et participants privilégient souvent des structures moins contraignantes pour leur liberté d'action. Il est parfois préférable de laisser libre cours à la créativité des individus s'y impliquant de façon à ce que le groupe puisse se transformer, évoluer, voire se dépasser. Les groupes réduits peuvent se permettre une flexibilité par rapport aux processus démocratiques usuels. Plutôt que d'imposer constamment l'argumentaire des majoritaires aux minoritaires, la recherche du consensus peut déboucher sur de toutes nouvelles perspectives, étant le résultat de débats plus rigoureux. Or un mouvement large, porté par une association étudiante ou une organisation nationale, ne peut se passer des éléments de débat et des éclairages que la base apporte. Et parce que chaque situation inédite, dans toute sa complexité, commande une action adaptée, le mouvement n'a pas le luxe de penser qu'il a déjà tout essayé. Il doit profiter de l'avantage que les procédures plus conviviales ont apporté au groupe restreint et admettre que le nombre peu élevé d'individus impliqués dans le processus ne disqualifie pas les idées produites.

Dans la grève qui vient, il faut savoir investir les instances locales en organisant notre force de mobilisation autour d'un plan d'action et des revendications communes. Bien que l'on valorise l'organisation en groupe d'affinité, supporter la grève revient inévitablement à un type d'organisation plus large. Cela dit, il faut comprendre que, dans ce type d'organisation, ce sont les structures dont on se dote nous-mêmes qui sont susceptibles de faire avancer la lutte et de permettre de réduire les spécialisations bureaucratiques. En investissant nos instances locales et nationales, nous nous réapproprions nos assemblées générales, nos congrès, nos différents comités thématiques et nos comités

de mobilisation. Il faut nous donner les moyens structurels de nos ambitions afin de transformer radicalement notre environnement immédiat.

Organisons-nous

À travers le temps, les exemples d'organisations autonomes dans le mouvement étudiant foisonnent. Souvent éphémères, elles naissent toujours d'une insatisfaction face aux organisations en place. Du temps où les exécutifs de l'AGEsshalcUQÀM¹ étaient proches du PQ (1995-2000), le Comité d'action politique de l'UQÀM (CAP-UQÀM) vit le jour. Formé d'une vingtaine de personnes, sans local et sans statut, il s'est fait connaître via la destruction des publicités Zoom Media dans les toilettes, le saccage des kiosques d'entreprises invitées par l'association de Gestion et l'attaque au jus de raisin sur François Legault, alors ministre de l'Éducation. Leurs actions directes et leur discours radicalement à gauche répondaient au vide politique laissé par les jeunes péquistes de l'association étudiante membre de la FEUQ. De fil en aiguille, le CAP-UQÀM finit par passer de « l'opposition informelle » à l'exécutif (en investissant les assemblées générales pour mettre à jour les manquements de ce dernier) à une opposition formelle, présentant une équipe aux élections à l'exécutif pendant deux ans. Ce n'est qu'après deux autres années de travail acharné qu'un grand gain a pu découler du travail de mobilisation fait en marge de l'exécutif : la désaffiliation du fleuron que représentait l'AGEsshalc au sein de la FEUQ. Par vengeance, les péquistes détronés sont allés jusqu'à chapeauter, en collaboration avec l'administration de l'UQÀM, une campagne réussie de fragmentation de l'AGEsshalc en quatre assos facultaires; devant cette défaite qui a des répercussions encore aujourd'hui - l'AFÉA, l'AFESPED, l'AFESH et l'AFELC² sont toujours divisées - la frange qui avait désaffilié l'AGEsshalc de la FEUQ a cependant réussi à prendre le contrôle de la coquille alors vide de cette

dernière en la renommant l'Association Syndicale Étudiante (ASÉ-UQÀM) et a fait bénéficier, au cours de sa brève existence, la gauche radicale montréalaise de son héritage (un local acquis par occupation et plusieurs dizaines de milliers de dollars). Mentionnons également la formation à la suite de la grève générale illimitée de 2005 du Réseau anarchiste en milieu étudiant (RAME), composé de pas moins de huit groupes autonomes d'étudiants et d'étudiantes répartis sur tout le territoire du Québec. Le RAME était une sorte d'aboutissement chaotique pour toutes celles et ceux qui ont cherché à s'impliquer différemment, sans exécutifs bornés ou gangrenés par des bureaucrates. Au crépuscule de la grève générale, la volonté de continuer la lutte s'est fait ressentir de façon plus urgente, mais ce fragile réseau, du fait de sa précipitation, est mort jeune³.

Dans les assos étudiantes, les comités de mobilisation, tout comme certains comités thématiques, ont très souvent, au cours de l'histoire récente du mouvement étudiant, servi de contrepoids ou de refuge aux personnes qui sentaient que les individus, devant officiellement défendre leurs intérêts collectifs au sein de l'asso, étaient plutôt en train de se laisser aller à une bureaucratie de service, toujours en train de penser « à la majorité silencieuse qui préfère sûrement le statu quo ». Pour faire bouger les choses, par l'organisation d'actions spontanées ou l'élargissement du cadre des revendications étudiantes, les différents comités offraient la latitude pour dynamiser la mobilisation étudiante. Toutefois, on a de plus en plus vu, dernièrement, les associations étudiantes tenter de contrôler de manière plus étroite le travail accompli par « la mob ». Les comités de mobilisation surtout, ont pris la fâcheuse tendance d'être composés en grande partie d'exécutantes et exécutants qui considèrent leurs collègues comme du cheap labor à tractage (pour la prochaine AG, pour la manif nationale dans un mois). Pourtant, les comités de mob ont la possibilité d'être des lieux où les personnes non exécutantes d'une association

« Tous les groupes représentant une idée nouvelle ont toujours commencé par n'être qu'une minorité. [...] En ce moment, ce sont les opportunistes qui sont la majorité : devrions-nous, par hasard, devenir aussi opportunistes ? »

— Pierre Kropotkine, Les minorités révolutionnaires, 1885



Assemblée des grévistes durant le blocage d'un entrepôt de la SAQ lors de la grève de 2005

étudiante peuvent débattre, réfléchir et où toutes et tous peuvent participer de façon égalitaire, sans les contraintes bureaucratiques des exécutifs. Ils n'ont pas à être simplement des lieux « d'organisation technique », mais un espace de délibération et de rassemblement pour l'ensemble des membres désirant s'impliquer activement dans le mouvement étudiant à l'abri de l'ostracisation des « spécialistes ».

Cette tendance à transformer les comités d'une association étudiante en simple bras d'un exécutif qui s'affiche comme la tête de l'organisation est aussi perceptible dans les regroupements nationaux étudiants tel la CLASSE (l'ASSÉ). Par exemple, le comité femmes a, à plusieurs reprises, tenté d'amener dans l'instance souveraine du congrès des réflexions et des positions féministes critiques du fonctionnement et des structures internes de l'association. Après avoir déjà subi de la censure auparavant, le comité a été mis en supervision par des instances intermédiaire (comme le conseil de coordination). Ces formes de contrôle rapproché des pratiques de certains comités posent encore une fois la question de privilèges au sein même du mouvement étudiant et réduit la capacité d'autocritique d'une organisation. À l'interne, tous les comités de l'ASSÉ devraient tendre vers l'autonomisation, coupant ainsi court au contrôle qu'exerce le comité exécutif à leur égard. Hors des comités, face à l'organisation nationale qu'est l'ASSÉ, il est tout aussi important de s'autonomiser et c'est ce que nous-mêmes, FEC, tentons de faire. Il importe donc que les organisations autonomes et affinitaires persistent dans le contexte d'une grève qui se veut revendicative d'une meilleure structuration de nos activités quotidiennes tant au niveau local que national. Cette liberté, prenons-la, ne nous la faisons pas imposer ni limiter, elle est primordiale à un mouvement combatif victorieux et ambitieux qui répondrait aux attentes que génère la grève générale illimitée ce printemps. Ce modèle d'action que nous revendiquons pour la grève, de par son caractère émancipateur, mérite d'ailleurs d'être élargi à la société dans son ensemble, celle-ci connaissant à un autre niveau les mêmes problèmes fondamentaux que le mouvement étudiant.

¹ Association Générale Étudiante des secteurs de sciences humaines, arts, lettres et communications de l'UQAM

² Association Facultaire Étudiante en Arts; Association Facultaire Étudiante de Sciences Politiques et Droit; Association Facultaire Étudiante des Sciences Humaines; Association Facultaire de Langues et communications.

³ <http://rame.koumbit.org>

Dans le Café Tonik, dans les corridors et dans les salles de classes de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), en janvier 2005, ce sont des militantes et des militants critiques de l'exécutif qui jasant de la pertinence de faire une grève. Les élu-es de l'Association générale étudiante déclarent de leur côté qu'il n'y en aura pas puisqu'à l'UQO, « trop peu d'étudiant-es ont recours aux prêts et bourses »... L'organisation fréquente de discussions ouvertes entre étudiantes et étudiants dans les premières semaines de la session, prépare le terrain. Lorsque la grève de la CASSÉE est déclenchée, un travail de mobilisation se fait en vue d'exiger la tenue d'une AG avec proposition de grève. Cette proposition doit être préparée adéquatement et accompagnée d'un bon argumentaire mais, surtout, il faut réviser solidement les procédures d'AG afin de casser les possibilités de contrôle par la FEUQ et par la droite. Dans une AG de près de 700 personnes, la GGI passe à 67 % et, le soir même, un comité de grève est mis sur pied. Ce dernier restera dans l'informalité du début à la fin, quoique fonctionnel et populaire. Le groupe prendra les moyens nécessaires vis-à-vis des exécutifs et de leur entourage (la direction, des profs réactionnaires) pour assurer le respect du vote de grève et pour couper court à toute manœuvre qui donnerait avantage à la droite étudiante.

Après la session d'automne 2010, plusieurs étudiantes et étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) ont été déçu-es par leur association étudiante, le Mouvement des associations générales étudiantes (MAGE). Bien que le MAGE ait préalablement adopté une position contre la hausse des frais de scolarité (et non pour la gratuité), l'exécutif et la majorité des délégué-es siégeant sur le Conseil central (CC) étaient réticentes et réticents à transformer cette position de principe en un réel combat étudiant. Ils et elles avaient un plan d'action sans trop d'actions, étapiste et valorisant des moyens traditionnels et peu perturbants. Un groupe ad hoc rassemblant des étudiantes et des étudiants impliqué-es dans différentes assos modulaires, dans le syndicat des employé-es étudiants ou d'autres organisations locales a donc été formé pour organiser une journée de contestation le 19 janvier 2011 : marche bruyante à l'UQAC, piquetage devant l'université, couverture médiatique régionale assurée et manif devant les bureaux du recteur. C'est ainsi qu'est né le Comité autonome pour l'accessibilité aux études (CAPAÉ), seul moyen à la disposition des étudiantes et étudiants qui voulaient participer à la lutte sans être paralysé-es par l'inaction du MAGE et de la majorité de droite au CC. Les réunions se sont succédées, d'autres actions de perturbation ont été planifiées tout au long de l'hiver. Le fonctionnement du CAPAÉ présentait tous les avantages liés aux groupes autonomes: les réunions étaient « callées » par courriel et les membres squattaient des locaux d'assos libres, les rôles et les tâches changeaient d'action en action. Ainsi, tout le monde avait la chance d'expérimenter des postes de porte-parole (entrevues, porte-voix), de coordo, de responsable aux com. (monter des tracts, rédiger des communiqués de presse) ou autre, renforçant les capacités et l'autonomie des militant-es, peu importe leurs conditions propres, voire parfois restrictives (genre, origine ethnique, obligations, etc). Finalement, ce fonctionnement permettait une prise de parole plus facile pour les personnes moins habituées, moins à l'aise, moins confiantes. Il s'agissait donc d'un lieu propice à l'épanouissement pour les nouvelles et nouveaux. Par exemple, une militante ayant depuis toujours une hantise des porte-voix a dû en être responsable lors d'une action afin de respecter la politique d'alternance des tâches dont le groupe s'était doté. Ça peut paraître anodin mais, aujourd'hui, elle n'hésite plus à prendre cette tâche. Malheureusement, le groupe a perdu de sa pertinence après à peine quelques mois lorsqu'il fut investi par des membres du CC du MAGE.

Q-DE-SAC

ANALYSE CRITIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE QUÉBÉCOISE

Dans le cadre de la présente crise de la finance mondiale, qu'on ne peut dissocier des bouleversements majeurs initiés par la mondialisation capitaliste, le Québec est le témoin d'un renouveau de la social-démocratie. Cette refonte, cristallisée dans le développement de Québec solidaire, prend racine dans la volonté de créer une rupture avec le bipartisme. Pointant du doigt le Parti québécois, laquais des intérêts corporatistes d'une bourgeoisie francophone, les coalisés de Québec solidaire cherchent à s'imposer comme alternative immédiate en critiquant le système social — ils le faisaient encore il y a peu de temps — dans l'objectif de vendre des cartes de membres. Plutôt que de rompre radicalement avec l'organisation capitaliste de la société, QS envisage de l'aménager. Une vaste alliance, composée autant de trotskistes, de permanentes et permanents communautaires payé-es par l'État et de syndicalistes d'affaires confondu-es, travaille à nous diriger vers les urnes, main dans la main avec les prestidigitatrices et les prestidigitateurs du monde des affaires et leurs complices à l'Assemblée nationale.

Modernité et violence

En 1940, les femmes du Québec obtiennent le droit de vote, tandis que la guerre bat son plein et que leur présence devient massive dans les usines. À peine quelques années plus tard, l'accréditation syndicale est reconnue. En plein régime duplessiste, les mouvements sociaux se développent discrètement quand ils ne sont pas sévèrement réprimés. Au sortir de la guerre, de grandes grèves ouvrières marquent la population et permettent la consolidation d'une conscience de classe. Par exemple, lors de celle d'Asbestos en 1949, où les mineurs n'hésitent pas à employer la dynamite, à séquestrer des représentants de la compagnie et à incendier des appartements de scabs. Le Québec, vaste terre catholique encore éloignée des bouleversements technologiques et économiques issus des États-Unis pourtant si proches, découvre avec fracas la réalité du monde: le colonialisme est partout remis en cause et des empires se morcellent. Dans l'effervescence de ce renouveau se construisent rapidement des mouvements sociaux pétris du radicalisme en vogue. En pleine période de lutte pour l'autodétermination des peuples face aux impérialismes américains et soviétiques, le bouillonnement politique d'alors se solidifie autour de la question nationale. La perspective de se doter d'un État-nation est la pierre angulaire de tous les acteurs de ce qu'on nomme la Révolution tranquille. Il s'agit du point d'unité de la gauche québécoise, en passant de la social-démocratie du tout naissant Parti québécois au marxisant Front de libération du Québec (FLQ).

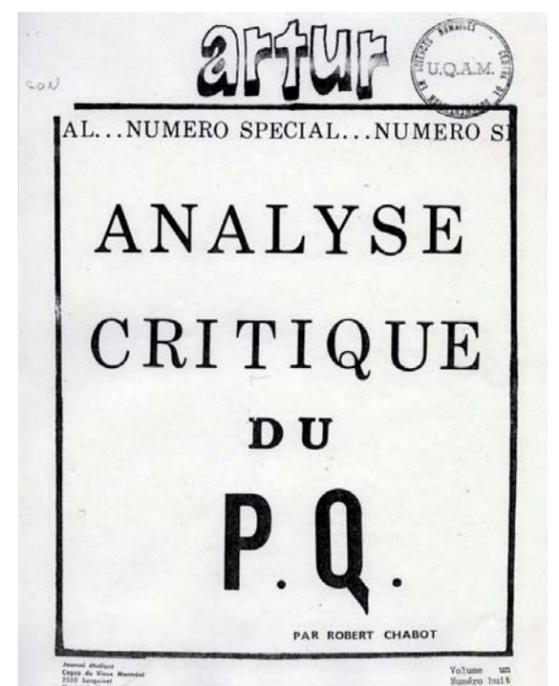
Tout au long des années 1960, de nombreux éléments de ce mouvement éparpillé mais massif ne sont pas effrayés par la question de la violence. Inspirés par les luttes ouvrières passées du Québec, revigorés par l'agitation étudiante, marqués par l'opposition à la guerre du Viêt Nam et par les émeutes dans les rues de Budapest ou de Prague, les mouvements sociaux suivent une ascension radicale. Au Québec, un événement majeur viendra perturber durablement cette progression historique: la mise à mort de Pierre Laporte par le FLQ, vice-premier ministre du gouvernement Bourassa, également « ministre du chômage et de l'assimilation ». L'exécution de ce francophone à la solde des intérêts de la haute finance et de la mafia choque brutalement la population québécoise. En 1970, le Parti québécois échoue aux urnes et déçoit ainsi une grande majorité de militantes et militants plus à gauche qui avaient troqué l'espace d'une soirée le pavé contre le vote. En contrepartie, alors que Montréal est sur le point de se faire envahir par l'armée canadienne, le FLQ gagne des adeptes, galvanisé-es par la lecture du Manifeste en direct sur Radio-Canada, mais la Loi sur les mesures de guerre, drastique, brise l'élan de la révolte.

L'arrivée de la violence révolutionnaire dans la réalité de la population québécoise, cette logique implacable de l'affrontement direct entre des opposantes et opposants irréconciliables, en effraie un grand nombre et fait figure d'un moment crucial pour l'avenir des luttes sociales dans la province. Pierre Vallières et Charles Gagnon, deux fondateurs du FLQ, tracent la croisée des chemins dans leurs deux livres respectifs, *L'urgence de choisir* et le non moins équivoque *Pour un Parti prolétarien*. Le traumatisme causé par la mort de Pierre Laporte et de la présence militaire accentue les polarisations. Le Parti québécois, social-démocrate, s'instaure alors comme le chef de file de la question nationale, tandis que la plupart des dissidentes et des dissidents, en rupture avec la collaboration de classe exigée, calquent leurs positions sur l'expérience de la Chine maoïste. Le mouvement syndical pratique un syndicalisme de combat virulent. Les multiples grèves des années 1970 sont là pour en témoigner, et c'est à partir de ces farouches oppositions de classe que les maoïstes tentent d'obtenir des sympathies. En 1972, en pleine grève initiée par le Front commun et réunissant les trois grandes centrales syndicales, Marcel Pépín, président de la CSN, Louis Laberge de la FTQ et Yvon Charbonneau de la CEQ, ancêtre de la CSQ, sont emprisonnés pour avoir osé inciter les travailleuses et travailleurs à ne pas se rendre au travail malgré les injonctions de l'État. Du fond de sa cellule, Pépín expose, bien qu'en exagérant, une réalité méconnue: « Pas depuis les jours de l'Industrial Workers of the World, depuis les jours de Joe Hill et la bataille pour la

journée de travail de huit heures, un mouvement syndical nord-américain n'avait été aussi dédié à la tradition du syndicalisme révolutionnaire ».

Un enfer pavé de bonnes intentions

Le Parti québécois est élu en 1976. En voulant créer l'unité au sein de la nation, le gouvernement nationaliste adopte nécessairement une attitude de compromis avec la bourgeoisie en place. Ainsi, le développement de la social-démocratie péquiste consolide le pouvoir d'une bourgeoisie francophone associée au PQ alors même qu'elle prétend s'opposer aux élites anglophones¹. C'est donc l'alliance entre le réformisme et le nationalisme, au détriment des diverses composantes révolutionnaires issues des luttes sociales passées, qui permet d'asseoir le pouvoir politique naissant du Québec. Les réformistes sont les ennemis utiles de la bourgeoisie: ils se dressent en rempart entre celle-ci et les personnes qui aspirent à un monde débarrassé de sa domination. Une distinction sémantique revêt ici une signification particulière, les indépendantistes s'opposant aux nationalistes: l'indépendance étant comprise comme une séparation radicale d'avec le système colonial, tandis que le nationalisme lui mise davantage sur une intégration au processus en vigueur. Ainsi, la notion d'indépendance, calquée sur celles venant d'Irlande, d'Algérie ou du Pays basque, implique originellement une lutte contre le réformisme bourgeois.



Page couverture du « Artur », journal étudiant du cégep du Vieux-Montréal, datée d'avril 1970, alors que le Parti Québécois se présente pour la première fois aux élections.



Les grandes centrales syndicales tâtent les fédérations étudiantes (FECQ, FEUQ)

« Les intérêts de classe de la bourgeoisie ne peuvent manquer d'engendrer une volonté de réduire les syndicats à une activité mesquine et étroite dans le cadre du système existant. »

— **Rosa Luxemburg**

Cette scission n'est pas suffisante puisque l'enjeu au centre des divisions est l'État. En cherchant par tous les moyens possibles à s'emparer de l'État, de la lutte armée aux bulletins de vote, pour faire de celui-ci l'instrument d'un nouveau pouvoir francophone, « la grande famille souverainiste » oublie ou ignore qu'elle n'aspire qu'à continuer d'une autre façon le travail de ses prédécesseurs, mais dans sa propre langue. Car pour exercer une domination sur l'État, il faut en accepter son caractère intrinsèque : il est le garant central du contrôle social avec lequel toute forme d'organisation sociale alternative est impossible. Centralisateur par essence, l'État constitue une forme d'institution opposée à la démocratie directe, contraire aux fondements d'une société où l'être humain, au lieu de subir les absurdes mécanismes sociaux, les détermine collectivement selon des principes rationnels. L'État cherche à avoir le monopole de la violence. Il maintient coûte que coûte, notamment par le biais de moyens coercitifs et répressifs, l'ordre d'une société qui, *a contrario*, dispose d'un pouvoir économique fortement centralisé, camouflé par la démocratie représentative. Il existe bien des tendances, des luttes de ligne entre réformistes, mais tous croient naïvement que l'État pourrait un jour leur appartenir.

La débâcle du premier référendum ainsi que l'échec des années de lutte des deux dernières décennies provoque le souffle conservateur des années 1980. La fin des Trente Glorieuses, ces années qui ont permis le boom démographique et économique à la suite de la guerre, ainsi que les crises financières des années 1970 amorcent des années de récession en Occident. Mulroney, Thatcher et Reagan... cette trinité accule les mouvements sociaux au pied du mur et les oblige à redéfinir leurs axes d'intervention. Au Québec, le Parti libéral de Robert Bourassa reprend le pouvoir en 1985. C'est vers la fin des années 1980 que la CSN abandonne toute référence à la lutte de classes dans ses statuts, que la FTQ éradique de ses perspectives un contrôle ouvrier sur l'économie et que les profs de la CEQ se délestent de leur volonté d'insuffler une conscience de classe parmi les étudiantes et étudiants

du Québec. Le mouvement maoïste, quant à lui, s'autodétruit à l'image du modèle chinois, ses membres abandonnant pour certain-es tout engagement politique alors que d'autres finissent à plus ou moins long terme par s'engager dans le réformisme le plus doux. En effet, exit la lutte politique visant à transformer radicalement la société, et place à la politique de service. Le mouvement communautaire, financé par l'État et intégré à l'économie sociale, se substitue aux comités citoyens de jadis et adopte une posture réformiste.

La social-démocratie perd la carte

Le PQ frappe durement les mouvements sociaux, quand, en 1982, il coupe de 20% les salaires des employé-es de l'État pendant trois mois, impose 109 conventions collectives au secteur public et réprime le mouvement syndical comme jamais Bourassa n'aurait même pu rêver de le faire. Le fossé se creuse encore davantage avec les péquistes lorsqu'en 1983, la loi 111 est appliquée contre les travailleuses et travailleurs qui mènent alors une grève jugée illégale. Les lois antisyndicales du PQ sont extrêmement sévères et menacent d'étrangler financièrement par des amendes tout syndicat moins combatif alors qu'on criminalise les élus syndicaux, les rendant responsables des décisions prises par le syndicat. Pratiquement, ces lois en reviennent à interdire toute forme de grève efficace dans le secteur public en soumettant les conflits à l'arbitrage de l'État qui décide unilatéralement les services qui devront être maintenus lors des grèves sous peine d'une intense répression. En prévision de la négociation de 1986, le PQ durcit encore les lois antisyndicales, notamment en étendant considérablement les pouvoirs du Conseil des services essentiels.

Pourtant, après peu de temps, cela n'empêchera pas les centrales syndicales de se rapprocher politiquement du PQ pour carrément appeler à voter en sa faveur en 1994. Une certaine harmonisation des mouvements sociaux, pavant la voie à une composition figée et rigide de ceux-ci, prend forme et

occasionne par le fait même un morcellement à venir généré par des tendances plus à droite. Ainsi, une conséquence à moyen terme de la stratégie réformiste est de dépolitiser les mouvements sociaux et en font même régresser certains. Au sein du mouvement étudiant, seule l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec et certaines de ses composantes défendent une conception de la lutte politique inspirée du marxisme. C'est en 1990 que surgissent les fédérations étudiantes qui viennent consolider des lobbys étudiants de droite apparus dans les années 1980 et qui sont principalement composées de militants du PQ.

Le Bloc québécois est créé par un ami du patronat, un conservateur nationaliste qui devient quelques années plus tard premier ministre du Québec, Lucien Bouchard. Les années 1990 voient le retour à l'avant-plan de la question nationale, toutefois complètement purgée des rapports de classes qui jalonnaient le discours des indépendantistes d'autrefois. La province change au rythme de la planète. Les premiers accords de libre-échange sont signés, la mondialisation des marchés est en expansion fulgurante, le communisme autoritaire est enterré dans une de ses propres fosses communes et les mouvements de populations s'intensifient. Lors du deuxième référendum, le camp du oui réunit majoritairement une population « de souche » qui s'inquiète pour des questions d'ordre identitaire. En d'autres termes, pour s'octroyer de nombreux votes pour le oui, les péquistes rassemblent, entre autres à la suite de la crise d'Oka, bon nombre de xénophobes francophones, en plus des complices traditionnels de longue date. Le méli-mélo entretenu vaillamment par les autorités nationalistes finit par faire éclater l'héritage de gauche du parti, caduc depuis longtemps, mais dont bien des adeptes entretiennent encore l'image romancée. La politique du déficit zéro menée par le gouvernement de Lucien Bouchard sabre dans les programmes sociaux, amenant le mouvement étudiant à contester en 1996 les réformes via une grève générale où les cégeps tiendront la tête d'affiche.

« La fonction historique et politique du réformisme n'est pas d'aboutir aux mêmes résultats qu'une révolution, par des moyens plus lents ou plus " doux ". La fonction du réformisme est de désamorcer les révoltes et de convaincre les victimes du système capitaliste qu'on peut très bien aménager leur sort à l'intérieur du système, sans en changer les règles, et sans priver les réformistes de leurs jobs. »
— Claude Guillon

Suite de la page 9

Reconstruire la déception

Au début des années 2000, le radicalisme connaît un regain de popularité chez les contestataires et sur la scène urbaine. Il prend sa source au milieu des années 1990 alors que le Québec, influencé par la contre-culture punk, est traversé par d'importantes émeutes contre la gentrification et que le mouvement étudiant s'affirme par la grève de 1996 que mène le MDE. Cette organisation sera d'ailleurs la seule à s'opposer au néolibéralisme et à la quête du déficit zéro par le PQ postréférendaire. En 2001, au cours du Sommet des Amériques, le mouvement contre la mondialisation occupe les rues de la ville de Québec qui sont en l'espace d'une fin de semaine traversées par des troubles. Au même moment naît l'Association pour une solidarité syndicale (ASSÉ). Une certaine jeunesse renoue avec la radicalité perdue, tandis que des réformistes se réorganisent, décontenancés par l'échec péquiste. Deux partis voient le jour, l'Union des forces progressistes (UFP), elle-même une coalition de regroupements et d'organisations de gauche, et Option citoyenne, organisée autour de la personne de Françoise David. Ironiquement, les actrices et acteurs de cette renaissance sont pour plusieurs des militantes radicales et des militants radicaux des dernières décennies, auparavant critiques de la social-démocratie. Désabusés, ces gens se replient vers le parlementarisme et invoquent leurs propres échecs passés comme si leurs mésaventures personnelles démontraient une certaine fatalité propre à l'option révolutionnaire.

En 2003, le PQ est tassé sur sa droite par le Parti libéral. Ses derniers éléments « progressistes » se rassemblent dans un club politique aujourd'hui décapité, le SPQ-Libre, tandis que la reconstruction de la gauche réformiste se poursuit avec la fondation de Québec solidaire en février 2006². Les luttes radicales d'autrefois ne sont pas parvenues à renverser le cours des choses. Le sentiment de résignation a gagné plusieurs militantes et militants qui refusent désormais d'envisager une transformation radicale de la société parce que, pour eux, le changement n'est possible qu'à travers les structures de l'État. Confrontée aux attaques de la droite, la gauche plus ou moins débarrassée du cordon ombilical péquiste propose des alliances avec les différents « mouvements populaires », terme risible quand on sait qu'en réalité, le mouvement communautaire est peu rassembleur et très casanier et que le mouvement syndical, sclérosé par une lourde structure hiérarchisée, ne passionne plus. Quant à Québec solidaire, qui aspire à devenir le pôle où se rassemblerait tout ce beau monde, les dinosaures trotskistes n'en sont jamais bien loin. Un groupuscule membre comme Gauche socialiste ressasse ainsi les vieux discours d'entrisme³: « Pour développer sa pertinence politique dans les différents mouvements sociaux, Québec solidaire doit favoriser le réseautage de ses militantes et militants qui appartiennent au mouvement

populaire, au mouvement syndical, au mouvement féministe ou au mouvement étudiant pour favoriser des débats véritables en son sein et élaborer collectivement des propositions pour ces différents mouvements sociaux.»⁴.

La gauche ressuscitée

Avec de telles stratégies, la gauche réformiste nous propose un retour vers le passé sous couvert d'une pseudo nouveauté pourtant bien connue. En effet, le discours de Québec solidaire n'est-il pas le même à peu de choses près que le PQ de la première génération, lui-même calqué sur les positions historiques de la social-démocratie internationale⁵? Derrière la volonté de développer un parti capable de gouverner se cache un processus historique qui a toujours fait violence aux véritables aspirations progressistes. En bout de ligne, le cercle vicieux entamé par le rejet des idées révolutionnaires à la mort de Pierre Laporte continue d'attaquer de plein fouet ces dernières, les marginalisant à outrance jusqu'au jour où elles auront complètement disparu. Prenons comme exemple les deux organisations qui à l'heure actuelle prétendent incarner les mouvements sociaux, à savoir l'Alliance sociale et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. La première est la plus crédible aux yeux de l'État, elle qui est composée des principales centrales syndicales et des deux fédérations étudiantes, tandis que la seconde rassemble un grand nombre de différents groupes communautaires plus ou moins significatifs, dont l'ASSÉ fait partie. L'une comme l'autre se donne des moyens d'actions plutôt similaires : manifestations occasionnelles rigoureusement contrôlées, culture exacerbée de la représentation via l'image médiatique, pétitions chroniques et appels téléphoniques frénétiques. Les revendications sont à peu de chose près équivalentes, ce qui leur permet de manifester ensemble. La seule particularité de la Coalition est qu'elle organise des blocages dont aucun, jusqu'ici, n'a réellement dérangé l'État, et des occupations qui sont davantage de l'ordre du symbolique, ce qui résume assez convenablement la stratégie de l'ensemble. La pseudo différence entre ces deux

organisations devient finalement illusoire quand on sait que les membres des groupes qui en font partie sont également membres des mêmes partis politiques, majoritairement QS ou le PQ. Leur vision respective de la social-démocratie stimule leurs débats. La confusion qu'elles et qu'ils sèment permet de consolider les rangs de cette social-démocratie recomposée, véritable melting-pot de tendances plurielles qui s'unissent autour d'un projet tout ce qu'il y a de moins original: former un nouveau gouvernement. Même les autorités péquistes considèrent rejoindre cette vaste alliance alors que des députés tels Bernard Drainville réclament une collaboration avec QS en vue des élections provinciales. En réalité, il s'agit d'une extension du pacte traditionnel entre le PQ et les centrales syndicales pour y incorporer le communautaire et leurs chefs politiques, signe de l'importance croissante de l'économie sociale et de ses dérivés, tels la « consommation responsable » ou autre « développement durable ».

Cette idéologie fait sentir sa présence dans le mouvement étudiant. On tente de mettre sous le tapis des décennies de positions politiques qui reflètent une longue histoire de luttes sociales, menées autant par des étudiantes et étudiants que par des individus qui aspiraient alors à bouleverser l'ordre de la société. Le réformisme parlementaire est d'ailleurs responsable des liens qui se forment entre « militantes et militants » des fédérations et celles et ceux de l'ASSÉ. Nous vous invitons par ailleurs à ce sujet à consulter le texte sur notre blog s'intitulant *Sur les traces de la collaboration*. Nous constatons que les mécanismes de récupération, loin de s'affaiblir, trouvent leurs sources dans la collaboration politique avec des organisations dont nous devons demeurer critiques et, à l'occasion, attaquer. Au cours de cette présente grève, il est de notre devoir, à nous qui cherchons à participer à de vastes mouvements sociaux radicalement démocratiques et indépendants de tout parti politique, mouvements qui sont seuls garants d'un changement durable et profond de cette société malade, de se réapproprié un passé qui est le nôtre. Et à partir du présent, nous pourrions alors développer le futur.

¹ Il faut préciser qu'avant l'essor du PQ existait déjà une bourgeoisie francophone qui se lie aux intérêts fédéralistes canadiens, pensons ici par exemple aux familles Desmarais ou Bombardier.

² Ayant comme glu leur opposition au Manifeste pour un Québec lucide, racine d'une fausse « gauche efficace » qui devint la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) de François Legault, au fil des déboires du PQ.

³ L'entrisme est une stratégie d'organisation qui consiste à faire entrer de manière concertée des membres d'une organisation dans une autre organisation aux idées proches, mais concurrentes. Le terme entrisme est intrinsèquement lié à l'histoire du léninisme et du trotskisme, mais est aussi employé depuis lors pour décrire des pratiques du même ordre (infiltration, noyautage, etc.)

⁴ <http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article3086>

⁵ Jusqu'en 1984, le PQ tentera activement d'être membre de l'Internationale Socialiste (I.S.). Le problème à son adhésion consistait alors à une politique de l'I.S. qui stipulait qu'un seul parti par pays pouvait en être membre, en l'occurrence ici le NPD fédéraliste.



PROPAGANDE

Les assemblées générales ont mauvaise presse. On entend fréquemment à leur sujet les plus violentes condamnations: une perte de temps en «débat interminable», une «tentative de manipulation», «un processus long, injuste et inutile»¹. Serait-ce que celles-ci se trouvent en leur principe même corrompues? Ou bien serait-ce plutôt leurs détracteur-es qui se trompent et doivent être réfuté-es? Montrer que la véritable réflexion n'a pas à choisir entre ces extrêmes, voilà l'un des objectifs de cet article.

Démocratie vivante est souvent associée à la caractéristique limitative d'une participation élevée, et donc légitimée par le nombre. Dans cet ordre d'esprit, le pouvoir consiste à approuver ou à désapprouver les options présentées par le vote, indépendamment du processus par lequel ces options sont formulées. Dans le cadre d'un référendum, ce vote est l'unique objectif. Il s'effectue à froid sur la base des informations dont dispose ou non, selon l'humeur et l'intérêt du moment, l'individu qui coche. Ce choix serait supposément privé et indiscutable, d'où l'importance de le faire dans l'anonymat et sans discussion collective préalable. Les assemblées générales sont souvent utilisées et perçues comme ayant une visée similaire: celle de faire tomber le vote du côté du groupe le mieux organisé, dont le pouvoir se voit habituellement assis sur une structure formelle comme un exécutif. Ce groupe parvient à s'approprier l'instance soit par le nombre, par ses stratégies de contrôle du temps et des règles de l'assemblée ou tout simplement par sa capacité à offrir le meilleur spectacle² aux membres ambivalentes et ambivalents venu-e-s y assister. C'est ainsi concevoir les membres comme étant aptes à la sélection, mais pas à la réflexion. Celles et ceux que l'on relègue alors au statut de public d'assemblée sont, selon cette logique, incapables d'exprimer ou même d'élaborer leur idées politiques, devant se contenter d'emprunter le chemin déjà tracé censé représenter le mieux leur pensée diffuse. Désintérêt, sentiment d'impuissance, colère et dégoût sont ainsi le lot de plusieurs. Comment penser et ressentir autre chose à l'égard de ces assemblées qui apparaissent comme de simples machines à obtenir l'assentiment à propos de positions déterminées d'avance?

Un grand nombre d'étudiantes et étudiants ont visiblement beaucoup de difficulté à s'insérer dans l'espace offert par les assemblées générales. Attribuer ce problème à un vice inhérent au principe même de ces assemblées relèverait toutefois d'un recouvrement idéologique d'une réalité beaucoup plus complexe. Cette difficulté ne saurait être séparée de la culture politique qui tend à supplanter au sein du mouvement étudiant les principes qui historiquement l'ont conduit à s'organiser en contradiction avec la politique traditionnelle. Il existe en effet, à l'intérieur de l'actuel mouvement étudiant, une opposition entre deux visions du politique, deux visions de la grève et par

extension deux regards différents portés sur les mouvements sociaux. La philosophie de laquelle découle la logique d'assemblée générale précédemment décrite tente de s'autoproclamer comme la réalité intemporelle du mouvement étudiant. Insidieusement, elle s'ancre dans sa tradition, se fait plus ardue à contredire. Celle-ci se trouve exemplifiée par la théorie de la mobilisation des ressources, enseignée aujourd'hui dans nos universités³.

Ce système visant à penser la manière dont les mouvements sociaux s'insèrent dans la collectivité présente la mobilisation comme un simple calcul d'intérêts. Les gens appelés à composer le mouvement y sont perçus comme des agents économiques rationnels ne pouvant être intéressés par celui-ci que dans la mesure où ils risquent moins, en y participant, que ce qu'on leur promet comme gain en retour. Suivant cette logique, l'élite éclairée, dont la tâche est de prendre ces données en considération, est dans son droit lorsqu'elle centralise le processus décisionnel réel et transforme ainsi les assemblées générales en organes de légitimation de ses plans à long terme. Après tout, se dit-elle, qui diable s'impliquera dans un mouvement dont la base indisciplinée risque à tout moment de faire échouer les géniales stratégies qui en assurent le succès? Les individus qui prendront part au mouvement sont considérés, avant même qu'ils aient pu se définir par rapport à celui-ci, comme s'y engageant à titre d'agents égoïstes n'y recherchant que des avantages individuels. La distance qui existe nécessairement entre un tel agent et l'entreprise dans laquelle il se lance, dans le but d'obtenir un gain, devient la distance qui sépare les étudiantes et les étudiants de ce que devrait être leur grève et l'élite éclairée demeure seule avec elle-même, aux commandes de cette masse informe qu'elle ose appeler un mouvement social. La stratégie de collaboration avec les fédérations nationales que l'exécutif de l'ASSÉ a préparée au cours de l'été dernier pour ensuite l'amener tel un package deal impossible à refuser dans les assemblées générales en est l'exemple le plus frappant. Une approche déterminée historiquement par une situation politique complexe, en l'occurrence celle de la collaboration, est présentée en assemblée comme une conclusion immédiate du gros bon sens selon lequel «l'union fait la force!» et le vote qui, sans aucun débat préalable, donne raison à de telles niaiseries apparaît comme un rayonnement de la démocratie étudiante. Cette autolégitimation par les petits chefs de leurs petits plans foireux mystifie ce

qui se trouve au coeur de l'idéal défendu par la démocratie étudiante depuis le début du mouvement étudiant. Nous parlons ici de la nécessité de mettre de l'avant des mouvements de contestation qui seraient non seulement aptes à établir un rapport de force, mais aussi qui seraient composés d'individus dont l'apparition dans des assemblées publiques leur permet de surgir au sein de la collectivité en tant qu'êtres politiques. La défense de l'assemblée générale comme lieu unique de prise de décision concernant la grève étudiante renferme donc une exigence trop peu explicitée: celle d'une grève composée de membres actives et actifs dans l'élaboration du mouvement, par exemple dans ses revendications, et non d'une masse indifférenciée sans visage, à l'image des citoyennes et citoyens zombifié-es qui à tous les quatre ans vont confirmer la disparition de leur responsabilité politique dans l'isolement.

Ce qui est vraiment désespérant, c'est la manière dont le désintéressement de plusieurs envers les assemblées générales finit par renforcer la culture politique à la source de ce désintéressement. Ainsi, les mêmes qui reprochent aux assemblées générales leur manque de cohérence contribuent inconsciemment à ce que celles-ci ne soient vraiment rien d'autre que ce qu'ils y ont démasqué comme mensonge. «S'impliquer signifie aussi être en lutte contre les représentantes et représentants qui veulent parler à notre place du sommet de l'appareil⁴». Nous ne pouvons que réitérer ces paroles qui nous semblent être porteuses de la possibilité d'une démocratie moins moribonde en milieu étudiant. Seulement, il nous faut rajouter, à l'adresse de ceux et celles dont la démocratie étudiante a déçu les attentes, que la réalisation de cette possibilité nous semble indissociable d'une insertion de leur colère au coeur même des assemblées générales. Celles-ci, par l'espace public de participation directe qu'elles entrebâillent, peuvent dépasser la guerre d'opinions dans laquelle nous cantonnent les débats désamorçés que nous proposons quelques élèves de pacotille. Le débat pourrait alors se hisser hors de ces tranchées du «pour» et du «contre» pour appeler à entrer dans des réflexions sur le «comment»: comment se positionner face aux enjeux de l'éducation, comment faire valoir ses positions, comment s'organiser pour le faire. Une urgence d'action freinée, une autonomie de pensée brimée, une perte d'énergie en actions caduques: les débats portent souvent les torts de leur absence.

¹ Termes utilisés dans l'article «Dernière assemblée générale, Un processus long, injuste et inutile» par Sébastien Cloutier, paru dans un journal étudiant du cégep de Lionel-Groulx.

² L'aspect théâtral des assemblées générales s'illustre par exemple par des discours galvanisés dont le contenu devient secondaire: «Des interventions entrecoupées d'insultes, d'attaques personnelles, parfois se répondant les uns aux autres, fusaient de tous les côtés. Le respect des droits de parole, tout comme les règles élémentaires de procédures d'une assemblée générale, ont été de façon évidente mal compris et par conséquent mal appliqués.» («Chaos démocratique» par Stéphanie Turcot et Ugo Horel).

³ La théorie de la mobilisation des ressources naît à l'Université du Michigan dans les années 1960 et devient en vogue dans les années 1980. Selon cette analyse, une élite d'entrepreneurs en action collective formule des mots d'ordre, mobilise des ressources et enrôle l'opinion publique. Ce modèle consiste essentiellement à réduire l'ensemble des arènes publiques à des marchés.

⁴ Force étudiante critique, <http://www.forceetudiantecritique.org/2011/09/saute-moutons.html>, septembre 2011.

LA POIGNE DE FER



La grève s'annonce platement sécuritaire. Celles et ceux qui voudraient autre chose sont déjà cerné-es et le syndicalisme de combat menace de frapper le mur de la reddition. La répression qui aujourd'hui s'abat sur le mouvement étudiant est le résultat d'une progression historique qui, lors de la présente campagne de grève, risque de déboucher sur la neutralisation presque totale de la lutte. Pour avoir la moindre chance de s'arracher à la logique de cette progression, il faut d'abord être capable de la regarder en face et de l'appeler par son nom. C'est à cela que ce texte voudrait contribuer.

Nous sommes au début des années 1990: l'Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec (ANEEQ) vient de rendre l'âme et les champions de la nouvelle stratégie concertationniste dansent sur sa tombe en songeant joyeusement à leurs carrières. Fondées en réaction à la grève étudiante de 1990, les fédérations naissantes (la FECQ et la FEUQ) prennent vite position contre toute forme de contestation politique radicale, y compris la grève¹. De la volonté de combattre les attentats au droit à l'éducation sans adopter la logique de celles et ceux qui les organisent, rien ne doit demeurer. La jeunesse révoltée gravitant autour de la contre-culture des années 1990 se trouve exclue de la sphère politique par le chômage, la précarisation des emplois issue de la crise économique du début de la décennie et les effets des délocalisations massives des années 1980 sur le tissu urbain. Cette situation conduit certaines personnes à se radicaliser, ce qui se manifeste dans une série d'émeutes culminant avec celle de la Saint-Jean-Baptiste à Québec en 1996.

À l'intérieur de ce qu'est alors le mouvement étudiant, la rage de cette génération perdue est ou bien muselée, ou bien récupérée par les petits chefs réformistes pro-concertation. Il s'y trouve aussi, toutefois, des éléments de cette jeunesse mécontente bien décidés à ne pas se laisser enterrer. Les jeunes professionnel-les se targuant d'être « pris au sérieux » par le pouvoir dont ils se font les larbins en amortissant les grèves générales n'ont qu'à bien se tenir. En 1995, une poignée de ces étudiantes et étudiants révolté-es fondent le MDE, le Mouvement pour le droit à l'éducation. Dans la lignée de l'ANEEQ et du syndicalisme de combat adopté historiquement par le mouvement étudiant au Québec, le MDE naît du dégoût à l'égard de la montée de la stratégie concertationniste et de la collaboration ouverte des fédérations avec un gouvernement péquiste ne proposant rien de moins qu'une régression de la condition étudiante.

Au cours de la grève de 1996 contre la volonté du PQ de dégeler les frais de scolarité, le MDE est l'instigateur d'actions politiques (occupations, perturbations économiques) dont le radicalisme est en rupture avec l'idéal de « concertation constructive » défendu par les fédérations. Celles-ci n'adoptent en effet le mot d'ordre de grève qu'au moment où des dizaines de milliers de leurs membres se trouvent déjà dans la rue pour contester la légitimité d'un sommet socio-économique auquel elles participent avec tout le sérieux de leur carriérisme cravaté. Alors que la pression mise sur le gouvernement par la grève générale l'oblige à prêter l'oreille aux revendications des étudiantes et des étudiants, la FECQ et la FEUQ montrent à tout le monde ce dont sont capables de jeunes gens constructifs en négociant le gel des frais de scolarité contre l'adoption d'une taxe à l'échec² et d'une importante hausse des frais de scolarité pour les étudiantes et les étudiants de l'étranger. Cela leur permet, d'un côté, de s'appropriier le mouvement de grève pour en contrôler l'issue, et, de l'autre, d'acquérir de la crédibilité aux yeux du pouvoir avec lequel, carrière oblige, elles doivent être en adéquation. Il s'agit là d'un moment clé pour l'avenir du concertationnisme et de la diabolisation des méthodes radicales de contestation qui l'accompagne nécessairement.

L'échec de la campagne de grève de 1999 mène à la dissolution du MDE et à la création de l'ASSÉ, qui voudrait en quelque sorte poursuivre et élargir la mission politique portée par son ancêtre. C'est l'ASSÉ qui, ayant travaillé entre-temps à se consolider en tant qu'organisation, est l'instigatrice de la grève étudiante de 2005, laquelle sera le théâtre du même conflit qui opposait le MDE aux fédérations en 1996, soit celui entre le concertationnisme et le syndicalisme de combat. Mais la situation est loin d'être la même. L'action politique radicale, entre la fin des années 1990 et 2005, est l'objet d'une diabolisation telle que jamais les tenants de la concertation, lorsqu'ils ont fondé les

fédérations, n'auraient osé la concevoir même en rêve. Le sommet des Amériques, à l'occasion duquel la jeunesse dont faisait partie le MDE se réunit dans une dernière grande tentative de faire entendre sa colère, se conclut sur un gigantesque affrontement entre les partisans et partisans du radicalisme et, de l'autre côté, celles et ceux de la non-violence absolue. Une séparation rigide et idéologique est effectuée entre les « manifestantes, manifestants sérieux » et les « casseuses, casseurs »³ qui ne chercheraient qu'à profiter du mouvement pour se procurer des sensations fortes. Le fait de se plier aux règles de contestation établies par le pouvoir que l'on conteste devient le nouvel impératif catégorique des soldats de la grève festive et pacifiée. L'équation établissant une équivalence entre l'échec d'un mouvement social et le recours en son sein à des moyens d'action plus radicaux est érigée en dogme inébranlable que l'on martèle jusqu'à l'écoeurement. Comme si tout cela ne suffisait pas, les attentats du 11 septembre 2001

Que restera-il de cette colère longtemps portée par la jeunesse étudiante en révolte, lorsque bientôt notre mouvement sera une fois de plus l'objet d'une séparation brutale entre la « casse » et les « manifestations sérieuses » ?

plongent l'Amérique du Nord dans une obsession pour la sécurité qui entraîne une répression et une stigmatisation de toute forme de groupe politique moins radical. C'est donc dans ce contexte hautement défavorable que la grève étudiante de 2005, issue pourtant d'une organisation, l'ASSÉ, se réclamant explicitement du syndicalisme de combat, est déclenchée et s'étend un peu partout dans la province.

En plus d'avoir à faire face au camp concertationniste toujours formé des fédérations, les éléments les plus radicaux de la Coalition de l'ASSÉ élargie, la CASSÉÉ, doivent composer avec les reproches formulés de l'intérieur par certaines personnes dont la fascination pour ce qu'elles

¹ À cette époque, la FEUQ ne demandait même pas le gel des frais de scolarité, mais un moratoire sur ceux-ci, c'est-à-dire un gel le temps d'en discuter davantage

² La FECQ et la FEUQ avaient auparavant, le 8 novembre 1996, démontré toute l'étendue de leur opportunisme en réclamant des coupures dans les bibliothèques universitaires le jour même d'une grande manifestation à laquelle elles n'avaient pas participé.

³ Il est à noter que l'expression « casseur » ne réfère pas uniquement à l'émeutière et l'émeutier, mais à toute forme de contestation qui dérange réellement le pouvoir. Il s'agit de discréditer au maximum les stratégies les plus efficaces par une stratégie discursive diabolisante.



Précaires parmi les précaires

La situation des étudiantes internationales et des étudiants internationaux

appellent l'opinion publique empêche de résister de manière cohérente à la neutralisation de la grève par le chantage de la logique sécuritaire. Le conflit opposant le comité média de la CASSÉÉ aux grévistes ayant occupé le bureau du ministre de l'éducation le jour de sa rencontre avec le comité de négociation en est un parfait exemple. Alors que le ministre demande au comité de condamner les camarades ayant osé occuper son bureau, le comité média accuse ces mêmes camarades d'avoir ruiné la grève en ternissant l'image de manifestantes et manifestants responsables et crédibles qu'il s'efforce de promouvoir, et ce, malgré que cette image soit le produit de la répression ignoble découlant du Sommet des Amériques. La grève de 2005 porte encore les traces du radicalisme non complètement vaincu des années 1990. Les porte-parole de la CASSÉÉ refusent de dénoncer les occupations et le comité média finit par démissionner, l'opposition au sein de la coalition à sa stratégie de l'image étant trop forte. Toutefois, l'étranglement progressif de ce radicalisme et l'intériorisation par les grévistes de la répression suivant le sommet des Amériques font plusieurs fois irruption dans le mouvement à travers ce genre de polémiques ainsi que dans de nombreuses manifestations où des individus et des groupes, par exemple le Rassemblement des artistes très sensibilisé-es (R.A.T.S.), déclarent qu'aucune casse ne sera tolérée et que celles et ceux qui oseront ternir l'image des étudiantes et des étudiants seront ostracisé-es.

Que restera-t-il de cette colère longtemps portée par la jeunesse étudiante en révolte, lorsque bientôt notre mouvement sera une fois de plus l'objet d'une séparation brutale entre la « casse » et les « manifestations sérieuses » ? Il en restera ce que nous parviendrons à en sauver, c'est-à-dire ce que nous pourrions arracher de par nos actions à cette logique d'exclusion systématique de toute révolte afin de lui restituer une signification politique. La colère et le radicalisme n'ont plus droit de cité, celle-ci ne donnant la parole qu'à celles et ceux ayant déjà rendu les armes. C'est à nous qu'il revient de briser cette séparation qui relègue le radicalisme à l'arbitraire d'une violence aveugle et tout le reste à une contestation vaine et désamorcée. Il est non seulement nécessaire que les élu-es de la CLASSE refusent de se dissocier des actions qui seront mesquinement diabolisées au cours de la présente grève, mais aussi qu'elles et qu'ils n'hésitent pas à se mettre en jeu en participant à des occupations et en assumant leur arrestation en tant qu'événement politique, extirpant ainsi la logique combative de la grève du gouffre apolitique dans lequel le pouvoir la maintient.

Si la population étudiante constitue une frange parmi les plus précaires de la société, celle en provenance de l'étranger connaît un niveau de précarité plus extrême encore. Les ressources insuffisantes auxquelles peuvent techniquement avoir accès les Québécoises et Québécois dans la poursuite de leurs études, les étudiantes et étudiants de l'étranger n'y ont pas droit. Leur précarité est une réalité beaucoup plus répandue qu'on ne le pense et, malheureusement, encore trop méconnue y compris dans les milieux fréquentés par la gauche étudiante. Pourtant, au niveau universitaire, 42 % d'entre elles et eux éprouvent des problèmes financiers et peinent à subvenir à leurs besoins de base, tandis que 40 % ont de la difficulté à payer leurs frais de scolarité¹. Ces chiffres datent d'il y a trois ans et, avec l'augmentation du coût de la vie, on conçoit bien qu'il devienne plus difficile encore de joindre les deux bouts. Il faut savoir que les problèmes financiers existent souvent déjà dans le pays d'origine. Au moins le tiers des personnes en cause rapportent avoir du mal à prouver qu'elles auraient assez d'argent pour étudier au Canada, sans parler de celles qui ne pensent même pas se porter candidates et candidats par trop grand manque de ressources financières.

Reste que plusieurs réussissent malgré tout à obtenir le droit d'étudier ici en s'endettant jusqu'au cou auprès de leur famille ou de leurs ami-es, alors que d'autres, pour survivre, n'ont d'autre choix que de se tourner vers des emplois précaires à un salaire de crève-faim. Une étudiante étrangère ou un étudiant étranger ne peut travailler sur le campus que pour un nombre d'heures limité, à moins de faire une demande de permis de travail hors campus, lequel n'est pas toujours évident à obtenir. Dénicher un emploi sur le campus représente en soi tout un défi parce qu'il en existe peu. Se retrouver dans cette situation est un fort incitatif à occuper des emplois payés sous la table qui obligent ces gens à souvent accepter des conditions de travail médiocres puisque vulnérables au chantage malsain de patronnes et de patrons qui tirent profit de leur situation sans gêne. Il faut dire que la vie leur coûte cher, considérant les frais reliés aux renouvellements de visas, les frais d'études cinq à six fois plus élevés que pour une étudiante ou un étudiant du Québec et les frais d'assurances privées² alors qu'il leur est proscrit d'avoir accès au régime de prêts et bourses de l'aide financière aux études.

Ce n'est pas tout : outre le stress financier, la précarité reliée au renouvellement du statut d'immigration pèse lourd sur le moral et génère, chez beaucoup, une importante vulnérabilité psychologique. Il va sans dire que, dans de telles conditions, il est plutôt difficile de garder en tête sa réussite scolaire : imaginez seulement devoir vivre dans la crainte constante de perdre votre statut et de devoir quitter vos ami-es... Bref, elles et ils sont visiblement loin d'être sur un même pied d'égalité qu'avec le reste de la population étudiante. Il s'agit là d'un portrait sommaire de la difficile réalité à laquelle un bon nombre d'étudiantes internationales et d'étudiants internationaux font face au quotidien.

On blâme les fédérations étudiantes d'avoir consenti à l'imposition de frais différenciés faramineux il y a de ça quinze ans. Cependant, la gratuité scolaire universelle demeure un principe auquel la gauche étudiante québécoise n'a pas encore adhéré concrètement, particulièrement en milieu francophone; l'abolition du traitement différencié n'est jamais à l'ordre du jour lorsque la lutte gagne en importance. Or, sans une mobilisation autonome des étudiantes et étudiants de l'étranger, on ne peut s'attendre à ce que cette revendication soit sincèrement portée et défendue corps et âme au même titre que les autres. Il importe plus que jamais aujourd'hui, qu'elles et qu'ils se regroupent sur leur campus pour entrer ensemble dans la mêlée et être enfin pris-es au sérieux.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même, dit-on. Si l'éducation est un droit et non un privilège, elle devrait l'être pour toutes et tous, et ce, sans aucune discrimination. Reste à prendre les moyens nécessaires pour le faire valoir.

¹ Bureau canadien de l'éducation internationale, 2009.

² Mis à part pour les Françaises et les Français qui bénéficient d'une entente spéciale, toutes les autres doivent obligatoirement souscrire à une assurance privée.

MIRAGE MÉDIATIQUE

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ET LES MÉDIAS

La stratégie médiatique de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et la conception de l'espace public qui la justifie marquent un glissement important dans la philosophie et la pratique du mouvement étudiant de gauche dont cette organisation fait partie. Cette stratégie médiatique s'est également transposée dans la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE). En soumettant le mouvement aux impératifs *mass-médiatiques*, elle implique d'accepter à l'avance la logique contre laquelle nous nous battons et qui nous condamne à l'impuissance politique. De plus, elle constitue une remise en question d'une des assises fondamentales d'un mouvement étudiant combatif et autonome, le syndicalisme de combat, tel qu'il est pratiqué depuis les années 1960. Lever le voile sur la rupture avec la tradition de syndicalisme de combat, dont se réclame la stratégie médiatique actuelle de l'ASSÉ, est alors primordial.

La question des médias

Des illusions naïves sur l'espace public se cristallisent actuellement dans la question de l'utilisation des médias par l'ASSÉ. De plus en plus, les communiqués de presse envoyés sur CNW sont perçus comme un mode d'action en soi, une manière essentielle, efficace et rationnelle de protester contre toutes sortes d'orientations gouvernementales qui attaquent les droits et les conditions de vie des étudiantes et des étudiants. La récente augmentation des budgets de l'ASSÉ consacrés à l'envoi de communiqués de presse témoigne que cette pratique gagne du terrain alors que l'on défend de plus en plus l'idée que « l'action médiatique » vient compléter et renforcer le rapport de force avec le gouvernement¹. On pense que l'usage des médias met de la pression sur l'État et permet de défendre les orientations politiques du mouvement. Ces tendances croient possible d'entrer dans l'espace public médiatique selon les règles du jeu sans accepter le contenu politique qui est attaché à ces règles et ne voient pas que l'acceptation de l'hégémonie politique des dominants est la condition sine qua non pour s'y faire reconnaître comme légitime.

Une stratégie de manipulation de la part des médias est de surexposer les idées et les intérêts des dominants alors que les positions divergentes sont cachées, masquées, niées. C'est une manifestation du poids différencié et du traitement inégal des acteurs sociaux dans l'espace public structuré par les médias. C'est un secret de polichinelle que les médias sont dans une grande majorité la propriété privée de quelques personnes fortunées pendant que les autres sont propriété de l'État, ce qui mène à un phénomène de concentration. Dans ce cadre, les discours véhiculés par les médias doivent rester conformes aux intérêts généraux de leurs propriétaires qui contrôlent leur ligne éditoriale et leur imposent un contenu politique. Or, les propriétaires des grands médias sont aussi ceux à qui profitent les politiques gouvernementales néolibérales dont fait partie la hausse des frais de scolarité. Ceux-ci ont alors un énorme intérêt financier et politique à défendre certaines idées plutôt que d'autres et ajustent leur ligne éditoriale en

conséquence. En saturant le public d'idées conformes, les grands conglomerats médiatiques en arrivent ainsi à façonner l'opinion d'une manière spectaculaire. L'exemple le plus frappant de ce phénomène est certainement le fait que le meilleur facteur de prédiction du gagnant d'une élection n'est pas tel ou tel sondage d'opinion, mais bien l'indice d'exposition médiatique des partis et des chefs.

La manière dont les médias opèrent est exemplaire du fonctionnement de l'espace public en général. Dans les médias, il y a des débats politiques enflammés, des opinions divergentes qui s'expriment, une variété d'opinions qui se font entendre dans un cadre limitant le débat à ce qui est acceptable pour les dominants. Le rejet des normes qui structurent ce cadre par une organisation entraîne soit son exclusion pure et simple par l'ignorance ou bien sa dénonciation directe comme irresponsable, extrémiste, ou n'importe quel autre qualificatif pouvant servir à nier la légitimité des idées avancées par cet *outsider*.

C'est bien ce qui est arrivé durant la grève de 2005 alors que les actions directes de la CASSÉE commençaient à déranger le gouvernement et à porter leurs fruits : le feu des médias contre le mouvement étudiant s'est emballé subitement, traitant les militantes et les militants de vandales, de voyous, et justifiant ainsi l'expulsion des délégué-es de la CASSÉE des discussions avec l'État. Les médias ont alors servi à donner toute la légitimité aux acteurs sociaux inoffensifs pour le pouvoir que sont la FECQ et la FEUQ et ont discrédité les stratégies de lutte qui faisaient réellement mal au gouvernement pour ne tolérer que des actions symboliques et inefficaces, incapables de faire plier le gouvernement sur le fond de l'enjeu. Le résultat de cette manipulation médiatique ne se fit pas attendre : la FEUQ négocia une entente à rabais ensuite largement dénoncée comme une trahison.

Les grands médias tolèrent cependant une gamme d'opinions qui peut sembler relativement large. À côté des lignes médiatiques de l'Institut économique de Montréal proposant la hausse massive des frais de scolarité, la FECQ peut suggérer de couper plutôt les crédits d'impôt relatifs aux études et la FEUQ, défendre l'impôt post-universitaire (IPU)². Ce pluralisme relatif est causé par le fait que les divers intérêts privés des classes dominantes sont en compétition les uns contre les autres. Certains groupes dominants peuvent profiter de coupures massives dans les dépenses publiques alors que d'autres ont plutôt avantage à maintenir en place certains programmes, notamment celles et ceux qui font porter les coûts de formation de la main-d'œuvre sur les futur-e-s travailleuses et travailleurs. Mais si la compétition interne dans la classe dirigeante laisse une place au pluralisme, leurs intérêts communs les forcent à limiter ce pluralisme à l'intérieur de cadres ne remettant jamais en question leur pouvoir en tant que groupe dominant. Ainsi,

l'ouverture des médias à un minimum d'interventions des « représentantes et représentants » du mouvement étudiant oblige ces personnes à modeler leur stratégie de communication sur un cadre libéral acceptable, ce qui facilite la neutralisation du potentiel revendicateur du mouvement.

Accepter les règles du jeu : une voie vers la « trahison »

La question de l'espace public — qui y a accès et sous quelles conditions — acquiert donc une importance cruciale pour le pouvoir. Les organisations s'y aventurant sont celles qui acceptent les règles du jeu et choisissent de ne pas menacer les intérêts fondamentaux des dominants qui, en échange, leur donnent accès à l'espace public. Les organisations et les discours qui dérangent brillent par leur absence et, quand ils y apparaissent, c'est pour y être vertement critiqués, voire même ridiculisés ou diabolisés. Ainsi se structure une espèce de parodie de démocratie et de débat public dans laquelle les seuls discours légitimes sont ceux qui ne heurtent pas les groupes dominants. La condition pour devenir légitime dans l'espace public est alors de demeurer inoffensif pour le pouvoir.

Les implications pour l'ASSÉ et la stratégie de syndicalisme de combat sont claires. Il ne s'agit pas, bien sûr, de refuser systématiquement toute présence médiatique, mais d'arrimer, sans illusion naïve, le travail médiatique sur une réelle stratégie de syndicalisme de combat. Celle-ci impliquerait notamment de ne pas soumettre les interventions du mouvement aux impératifs de la logique médiatique, car ceux-ci imposent les règles d'un jeu où tout est déjà décidé d'avance. Il faudrait de plus chercher à multiplier les canaux de communication alternatifs et autonomes, contrôlés par les étudiantes et les étudiants, qui nous permettent de réellement défendre nos idées sans passer par un filtre qui est, en définitive, contrôlé par nos adversaires.

Plus encore, il faut comprendre que l'on ne peut considérer l'espace public comme un terrain neutre sur lequel nous pouvons gagner des points au même titre que les fédérations étudiantes. Ces organisations ont pour principe de base de ne jamais remettre en question les orientations politiques fondamentales décidées par les élites économiques et politiques et tentent, par tous les moyens possibles, de rester « raisonnables » pour pouvoir demeurer légitimes aux yeux du pouvoir. Mais ce faisant, elles ne sont plus en mesure de défendre les intérêts des étudiantes et des étudiants lorsqu'ils ne vont pas dans la même direction que ceux des dominants. Le résultat de cet à-plat-ventrisme est bien connu : ce sont les « trahisons » de la FECQ et de la FEUQ, qui ne sont en définitive que la conséquence de leur acceptation des règles du jeu de l'espace public, définies en fonction d'intérêts qui sont opposés à ceux des étudiantes et des étudiants dans leur grande majorité.

¹ Voir la brochure *L'action médiatique au local*, sur le site web de l'ASSÉ, http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/materiel_dinfo/brochures/l_action_mediatique_au_local.pdf

² Ces exemples sont véridiques. Pour plus de détails voir notre site web : www.forceetudiantecritique.org



L'Espace public: une fausse neutralité

Au coeur des illusions envers les médias se trouve le mythe d'un espace public neutre, délibératif, dans lequel les mouvements sociaux n'auraient qu'à participer afin de faire valoir leur point de vue. Dans cet espace idéal, la force des arguments serait suffisante pour faire pencher une opinion publique toute-puissante de notre côté et ainsi faire plier les gouvernements et les lobbys de droite, coupables de négliger un incontestable bien commun. Il ne s'agirait alors que de démontrer à l'opinion publique la nature égoïste des idéologues de droite en faisant apparaître, par la saine discussion, les effets destructeurs du néolibéralisme.

Cette conception découle d'une négation des conflits et des tensions qui structurent notre société et qui déterminent l'ensemble de l'espace social, y compris le soi-disant espace public. En particulier, l'idée qu'il pourrait exister, dans les conditions présentes, un espace public neutre est non seulement une chimère intellectuelle, mais procède aussi d'une profonde distorsion de l'histoire. Cette vision idéalisée place généralement chez les Grecs l'apparition de la magnifique chose qu'est la démocratie et de son corollaire, l'espace public délibératif, mais oublie tout autant de mentionner que cette démocratie reposait justement sur la spoliation et l'exploitation éhontée des esclaves et des femmes, exclus de cet espace public dont on glorifie pourtant l'existence.

L'oubli peut sembler anodin – après tout, parle-t-on beaucoup des femmes opprimées et des esclaves au Québec en 2012? –, mais il est révélateur d'une conception de l'espace public perçu comme neutre au niveau des classes, des genres et des « races », comme si chacune et chacun y avait un accès égal. La réalité est pourtant tout autre : l'accès à cet espace public est extrêmement différencié, il est fortement contrôlé et le mythe de sa neutralité ne sert qu'à légitimer après coup les décisions qui semblent y être prises. Comme il est présenté comme neutre, les délibérations qui s'y tiennent supposent l'existence d'un débat ouvert, menant à une décision finale prise démocratiquement. Toutefois, les décisions fondamentales sur les enjeux centraux de notre société sont prises non dans l'espace public général, mais parmi le champ plus restreint des individus pouvant y accéder et des discours pouvant y être présentés. C'est dans le choix de la personne qui y pèse le plus lourd que se joue toute la partie. Or, ce choix est effectué en grande partie par des entreprises privées, les grands médias, qui ne sont soumises à aucun contrôle démocratique.

FORCE ÉTUDIANTE CRITIQUE

présentation

« Aspirer à créer un groupe sans structure est aussi inutile et trompeur que prétendre qu'il existe des informations "objectives"; que les sciences sociales sont "dégagées des valeurs"; ou qu'il existe une économie "libre". Un groupe "laisser-faire" est aussi réaliste qu'une société "laisser-faire": la notion de groupe sans structure se transforme en un rideau de fumée qui favorise les fort-e-s ou celles et ceux qui peuvent établir leur hégémonie indiscutable sur les autres. »

— Jo Freeman, *La tyrannie de l'absence de structure*

Le mystère entourant le fonctionnement d'un groupe politique quel qu'il soit a quelque chose d'épouvantable. Les personnes membres de Force étudiante critique en sont conscientes et ne sont donc pas tant surprises par le caractère hostile de certaines réactions au travail théorique auquel elles ont jusqu'à maintenant oeuvré. Cet élément d'inconnu, combiné à la sévérité sans complaisance de nos textes, a le don de faire apparaître un ressentiment qui vient malheureusement nuire au débat. S'il nous est impossible de renoncer à la deuxième difficulté sans sacrifier du même coup le coeur même de notre projet, nous tâcherons du moins dans ce texte d'aborder la première.

Qui nous sommes

Force étudiante critique rassemble des militant-es d'âges et de provenances variées. Formée le 20 novembre 2010, elle se veut une tendance critique du mouvement étudiant, de gauche comme de droite. FEC s'est construite autour d'une initiative visant à développer la culture nécessaire à une lutte victorieuse. Elle s'est fait connaître par quelques brochures (*Bases préliminaires pour une grève générale illimitée victorieuse*, *Précisions sur les bases préliminaires* et *Sur les traces de la collaboration*), tracts et action contre la récupération du mouvement par les fédérations étudiantes. Nous sommes issu-es de milieux académique et professionnels différents. Gravitant toutes et tous autour de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) depuis un certain moment, nous avons travaillé dans nos associations étudiantes locales depuis plus ou moins longtemps, de plus ou moins près. Nous ne sommes pas une gang de chums cherchant à parler plus fort que les autres. Nous venons de régions différentes, de cégeps et universités différents. Nous avons appris à travailler ensemble, lié-es par certaines affinités politiques et par une critique commune qui nous avait d'abord mené-es à nous réunir l'automne passé. Nous sommes toutefois conscient-es de l'existence d'amitiés préexistantes au groupe et nous cherchons à développer une méthode de travail qui réduit l'impact de ces liens privilégiés.

Notre méthode de travail

La première étape de la production de chacun de nos textes est l'écriture collective du plan de celui-ci. Le groupe est ensuite divisée en équipes formées selon une rotation visant, dans la mesure du possible, à faire travailler tout le monde avec tout le monde. Les équipes s'étant réunies pour écrire leur partie doivent aussitôt que possible l'envoyer sur Google docs où les autres membres du groupe pourront dès cet instant aller y ajouter leurs idées et leurs corrections. Au fur et à mesure que les différentes parties ajoutées sur Google docs commencent à former un texte cohérent, chacun et chacune est libre d'uniformiser celui-ci selon son jugement, et ce, jusqu'au deadline voté en réunion générale pour la période d'écriture. Une fois cette période terminée, on met le texte en page, l'imprime et le distribue, tout cela en se séparant le travail par équipe et en effectuant une rotation constante des tâches attribuées à chacune de celles-ci. Cette méthode progressivement élaborée par FEC s'est bien entendue construite sur la base de difficultés pratiques réelles qu'il serait naïf de prétendre avoir absolument dépassées. Notre code de travail est un outil qui ne trouve son sens que s'il s'appuie sur la conscience de notre fragilité passée et présente en tant que groupe ayant des prétentions démocratiques au sein d'une société profondément autoritaire.

Organisation et pédagogie

Dans une optique autant pédagogique que critique, nous avons décidé de fonctionner par un jumelage stratégique des forces. Ainsi, selon les projets en cours, les équipes de travail sont formées dans l'optique de restreindre les écarts créés par la disparité du niveau d'expérience des membres, en tenant compte par exemple de leur milieu social et de leurs connaissances spécifiques. Nous tentons d'être à l'affût des clivages dans le groupe afin de pouvoir les gérer collectivement et en faire tirer avantage au groupe. Ainsi, l'expérience passée et l'implication active se retrouvent

jumelées pour donner naissance à une lecture critique de la situation du mouvement étudiant, une lecture se démarquant du flux incessant des informations qui concernent le sujet. Alors que les équipes travaillent séparément de leur côté à faire avancer leur projet respectif, des réunions générales sont tenues afin de mettre collectivement de l'ordre dans le projet général morcelé selon les tâches des différentes équipes. De nombreux défis à relever persistent en ce qui concerne l'écart dans le niveau de participation et de motivation des différents membres du groupe, mais nous y travaillons. Du reste, nous nous attarderons à la mise en place éventuelle d'un mécanisme d'accueil des nouvelles et nouveaux dans le groupe ainsi que la compréhension, en vue de les résoudre, des rapports d'influence et de domination informelle au sein du groupe puisque nous considérons qu'il s'agit d'enjeux prioritaires.

Le rapport du groupe aux non-membres

Force étudiante critique respecte et salue humblement toutes les manifestations de pensée critique et de doute par rapport à la vision figée des choses qui paralyse le mouvement étudiant comme toute notre société. C'est pourquoi l'avis de lecteurs et lectrices extérieur-es au groupe a été, pour plusieurs des documents écrits et distribués par FEC, sollicité avant la publication. Aussi, nous participons à un processus de discussion constante sur notre liste d'envoi électronique à propos de notre travail et de la situation dans les différentes associations étudiantes du Québec en ce moment. Nous sommes ouverts à poursuivre le dialogue avec quiconque nous enverra un point de vue constructif à notre adresse et nous continuons à intégrer dans notre groupe toute personne intéressée à travailler à l'amélioration et à la promotion de nos thèses.

« Si vis pacem, para bellum » ; si tu veux la paix, prépare la guerre. Vous tenez entre vos mains le journal de grève de Force étudiante critique. Il se veut une contribution à cette lutte étudiante qui n'est qu'un moment de la lutte totale contre la société capitaliste et ses structures patriarcales et racistes les plus arriérées.

WWW.FORCEETUDIANTECRITIQUE.ORG
FORCE.ETUDIANTE.CRITIQUE@GMAIL.COM